

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ADMINISTRATION

D'UNE

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE

EN DEHORS DE L'HÉRITIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 26 mai 1908, à une heure

PAR

Albert CHARDEAU

Président : M. PIÉDELIÈVRE.
Suffragants : } MM. Ambroise COLIN, } *professeurs.*
 TISSIER, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ADMINISTRATION

D'UNE

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE

EN DEHORS DE L'HÉRITIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 26 mai 1908, à une heure

PAR

Albert CHARDEAU

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants : } MM. Ambroise COLIN, } professeurs.
 } TISSIER, }



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

DE L'ADMINISTRATION
D'UNE SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE
EN DEHORS DE L'HÉRITIER

INTRODUCTION

L'article 2092 établit au profit des créanciers d'une personne un droit qui porte sur le patrimoine entier de leurs débiteurs et qui s'appelle le droit de gage général. C'est le produit d'une longue évolution, au cours de laquelle les législations, dans leur marche éclairée vers le progrès, se sont élevées de l'idée d'exécution sur la personne à celle de la poursuite sur les biens. Jadis l'exécution sur la personne était seule connue ; aujourd'hui l'exécution sur les biens est considérée comme le moyen le plus efficace mis à la disposition du créancier pour obtenir son paiement.

Le gage est, d'après l'article 2093, commun à tous les créanciers et il porte sur le patrimoine même du débiteur, c'est-à-dire sur l'universalité de ses biens. Il s'étend donc

en principe à tous les éléments de ce patrimoine. Il se présente toutefois certaines situations dans lesquelles le débiteur, loin d'être tenu sur l'ensemble de ce qu'il possède, ne répond de ses dettes que sur des biens déterminés. Il en est ainsi quand certains éléments du patrimoine, au lieu de se confondre avec les autres, et de former avec eux un tout indivisible, apparaissent comme distincts en ce qui concerne le droit de poursuite des créanciers et constituent, sous ce rapport, une universalité indépendante. Tel est le cas de l'hérédité, quand une succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire (art 802). Par suite de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, l'héritier possède désormais deux masses de biens : l'hérédité et son patrimoine personnel. Sans doute il exerce la maîtrise de la première comme des objets qui lui appartiennent en propre et il répond du passif successoral comme des dettes qu'il a lui-même contractées. Cependant l'acceptation bénéficiaire lui procure deux avantages certains : d'une part, il ne peut être poursuivi par les créanciers du défunt que sur les biens qui proviennent de ce dernier ; quant aux biens qu'il possédait avant le décès, ils n'ont jamais été le gage des créanciers héréditaires : car, avant l'ouverture de la succession, l'héritier n'était nullement engagé dans les rapports d'obligation où figurait le défunt. Sans doute il est ultérieurement devenu débiteur, mais l'institution du bénéfice d'inventaire lui permet de limiter son obligation aux biens qui composent la succession. C'est là une dérogation notable

à la règle d'après laquelle le patrimoine d'une personne passe, après sa mort, à son successeur et se confond avec les biens de ce dernier. Ici, au lieu que l'héritier soit de plein droit tenu personnellement des dettes et des charges de l'hérédité sur son propre patrimoine, il ne peut être poursuivi que sur les biens de la succession. C'est là un privilège qui est accordé à l'héritier et qui a pour but de le prémunir contre les conséquences dangereuses de l'idée de continuation de la personne, considérée encore par la législation française comme formant le principe des transmissions à titre universel.

C'est en effet une règle traditionnelle de notre législation, que l'héritier est le continuateur de la personne du défunt, et il en résulte que l'héritier est strictement astreint à une responsabilité illimitée, et qu'à l'instant même où se produit le décès de son auteur, il assume toutes les obligations du mort en même temps qu'il recueille l'ensemble de ses biens.

Nous nous proposons d'examiner dans ce travail le rôle de l'héritier bénéficiaire envisagé comme liquidateur de la succession ; mais, comme le bénéfice d'inventaire a pour objet de permettre à l'héritier d'éviter les conséquences excessives de la conception d'après laquelle l'héritier et son auteur ne forment qu'une seule et même personne juridique, nous sommes conduits à rechercher, au préalable, quel est le fondement de cette théorie, à en présenter un historique rapide et à apprécier si elle répond aux nécessités actuelles.

Ensuite nous nous demanderons s'il existe une procédure d'ensemble pour la liquidation d'une succession obérée et si le régime de l'acceptation bénéficiaire est susceptible d'être comparé à celui de la faillite. Nous serons amenés à constater que sur beaucoup de points, des divergences profondes séparent l'institution civile et celle du droit commercial, laquelle ne reprend son empire qu'en cas de faillite prononcée après décès.

Après avoir, dans diverses circonstances, remarqué l'insuffisance du système de la liquidation bénéficiaire, qui a pour but de remédier à la confusion des patrimoines, laquelle est le corollaire nécessaire de l'idée de continuation de la personne, nous examinerons s'il n'y a pas d'autres conceptions possibles ; la législation allemande a résolu en effet d'une manière différente le problème de la transmission des dettes à l'héritier et, par suite de cette conception nouvelle, elle aboutit à d'autres principes relativement à la liquidation du patrimoine du défunt par l'héritier ; elle établit un régime qui, par beaucoup de traits, se rapproche de la faillite.

Le parallèle de cette législation avec celle qui est contenue dans le Code civil français, montre l'insuffisance de ce dernier. Mais la jurisprudence, sur ce point comme sur tant d'autres, a accompli son œuvre prétorienne ; elle s'est efforcée de combler les lacunes de la loi, de remédier au laconisme ou au petit nombre des textes, et il se dégage, de l'ensemble des arrêts, un système d'après lequel, si le régime de l'acceptation bénéficiaire est en

théorie profondément séparé de la faillite, en fait, des règles caractéristiques de celle-ci lui ont été empruntées pour assouplir l'institution du bénéfice d'inventaire et lui permettre de se mieux concilier avec les besoins du crédit. De sorte que, finalement, l'appréciation de cette jurisprudence nous conduira à conclure que, ainsi interprétée, l'œuvre du code est encore défendable et que le régime de l'acceptation bénéficiaire peut être maintenu dans notre pays, malgré les tentatives doctrinales récentes par lesquelles on s'est efforcé de démontrer la supériorité du Code civil allemand sur le nôtre, en matière de liquidation de passif successoral.

CHAPITRE PREMIER

L'IDÉE DE LA CONTINUATION DE LA PERSONNE SES CONSÉQUENCES QUANT AU PASSIF HÉRÉDITAIRE

L'une des raisons pour lesquelles la question du passif héréditaire a été le plus obscurcie, c'est le fondement traditionnel qu'on lui assigne. Nous rattachons encore aujourd'hui, dans notre législation, la transmission du passif héréditaire aux origines romaines. Tout le système successoral du Code civil repose sur cette idée fondamentale, qu'à l'époque contemporaine, de même que sous la loi des Douze Tables, l'héritier est le continuateur de la personne du défunt. Le corollaire immédiat de ce principe, c'est l'obligation indéfinie de l'héritier aux dettes successorales.

Le droit pour l'homme d'avoir un successeur a été considéré, dans les législations antiques, comme justifié par des motifs d'ordre politique ou religieux ; il s'agissait d'assurer la continuation du culte privé, dans l'intérêt des pontifes, qui étaient ainsi admis à réclamer à l'héritier les avantages que leur procurait la continuation du culte familial ; la même règle s'est étendue plus tard aux dettes,

car au début, il est certain que les obligations étaient intransmissibles, activement ou passivement, aussi bien entre vifs que par décès. (C. F. Esmein, *Courtes études*, Nouv. Revue Hist. de Droit, 1887, pp. 48 et s. : « Probablement, cette solution dérive surtout de l'union intime qu'on établit entre la continuation des sacra et la charge des dettes, mais elle fut facilitée par une tendance du droit romain ; celui-ci, en effet, de sa nature propre, tend à l'exagération. Quand il saisit une idée, il la pousse à l'extrême. »)

La notion d'hérédité s'est longuement formée dans le droit romain (Cuq, *Études historiques sur le testament per æs et libra*, Nouv. Rev. Hist. de Droit 1886, pp. 545 et s.). La charge des sacra était destinée à perpétuer le souvenir de la famille. Au début, celle-ci était assez nombreuse pour qu'il y eut toujours des héritiers siens, qui s'occupaient du culte domestique. Mais, lorsqu'à la suite des guerres multiples, un grand nombre de citoyens eût disparu, il arriva souvent qu'un paterfamilias ne laissait aucun héritier. Dès lors, il fut décidé que la charge des sacra incomberait à l'héritier ou à celui qui s'emparerait de la majeure partie des biens (Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, t. I, p. 517). Cette conception primitive de la continuation de la religion domestique (« l'homme meurt, le culte reste, le foyer ne doit pas s'éteindre ni être abandonné. Avec le culte subsiste la fortune qui en est inséparable, immobile comme le foyer et le tombeau auquel elle est attachée » (Fustel de Coulanges,

La Cité Antique (10^e édition, p. 16) engendra facilement comme conséquence l'idée que les dettes envers les hommes ne devaient, pas plus que celles envers les dieux ou sacra, s'éteindre par la mort du débiteur. Du moment que les sacra étaient envisagés comme n'ayant plus un caractère personnel, il n'y avait pas de raison pour décider que les obligations étaient intransmissibles par décès.

L'idée de continuation de la personne prit bientôt un développement rapide. La règle *Nemo partim testatus* eut pour conséquence d'appeler l'héritier à toute l'hérédité s'il était seul institué et, au cas de pluralité, de fractionner les parts de chacun ; mais en toute hypothèse, le successeur recueillait l'ensemble des obligations comme de l'actif. A Rome, tout héritier continuait la personne sans distinguer entre l'héritier *ab intestat*, l'héritier testamentaire, l'héritier civil ou l'héritier prétorien.

La transmission universelle des dettes fut d'ailleurs facilitée en droit romain par les nécessités pratiques. Au début, l'obligation avait été considérée comme un rapport purement personnel entre deux individus.

Lorsque l'un des termes du rapport disparaît, celui-ci est du même coup anéanti ; mais il parut plus tard contraire aux besoins du crédit que la mort du débiteur eût pour conséquence de mettre fin d'une manière définitive à l'engagement qu'il avait contracté vis-à-vis des créanciers. Si, après la mort du débiteur, ses biens ne répondent pas dans une certaine mesure de ses obligations, les tra-

sactions entre les individus sont fatalement condamnées à être précaires et fragiles comme toute entreprise dont la portée ne dépasse pas la vie de son auteur. Le concept de l'obligation évolua et finit par être envisagé comme une relation, non plus entre deux personnes, mais entre deux patrimoines.

C'est donc dans le droit romain que l'on trouve l'origine de la règle d'après laquelle tout successeur universel ou à titre universel continue la personne juridique du défunt. Cette conception engendra ce résultat que l'engagement du défunt, étant pour ainsi dire prolongé après la mort de ce dernier, ne pouvait passer à la charge de l'héritier qu'avec les caractères qu'il présentait sur la tête du débiteur primitif. Or, celui-ci étant responsable sur tout son patrimoine, il parut logique de conclure que l'héritier devait être tenu dans la même proportion. Du moment où l'héritier est encore le *de cuius*, le patrimoine sur lequel s'exécutera l'obligation n'a pas changé de nature, il se rattache à la même personnalité. La transmission à titre universel des dettes apparaît donc, en dernière analyse, comme une particularité du droit romain, de nature à expliquer la survivance des obligations comme la perpétuité du culte. Dans les deux hypothèses, il s'agit d'obligations familiales et la solidarité unissant tous les membres d'une même famille fait que les héritiers répondent des dettes du défunt aussi étroitement que le débiteur primitif.

Dans l'ancien droit les glossateurs conservèrent, avec

la même portée, l'idée de la continuation de la personne (G. F. Cazelles, *De l'idée de la continuation de la personne comme principe des transmissions universelles*, thèse, Paris, 1905, p. 63).

Les lois barbares semblent toutefois avoir fondé sur d'autres idées la transmission à titre universel des dettes, et elles admettent que c'est en vertu d'un quasi contrat que les parents du défunt doivent payer les dettes qu'il a laissées (Cazelles, p. 68). En droit coutumier, la notion romaine du patrimoine s'affaiblit et, à l'idée ancienne de l'unité du patrimoine, succéda celle de la division en plusieurs branches distinctes, suivant la nature des biens, propres, acquêts, etc. La continuation de la personne paraissait, dans ces conditions, plus difficile à admettre ; elle fut cependant conservée grâce à une institution nouvelle, celle de la saisine, venue du droit germanique et d'après laquelle le mort saisit le vif, ce qui signifie que l'héritier devient de plein droit, dès la mort de son auteur, propriétaire des biens composant la succession. La saisine a pour conséquence de mettre à la charge de l'héritier pur et simple toutes les dettes passives du défunt et toutes les autres charges de l'hérédité, à quelque somme qu'elles puissent se monter et quoique elles excèdent de beaucoup la valeur des biens (Lebrun, *Traité des successions*, sec. 9, § 2). Donc, bien que la saisine reposât sur un autre fondement que celui de l'idée romaine de continuation de la personne (elle s'analysait avant tout en une succession aux biens), elle aboutit en

définitive aux mêmes conséquences que celle de l'idée de la continuation de la personne. Logiquement, l'héritier saisi, ne succédant qu'aux biens, n'aurait dû être déclaré responsable que jusqu'à concurrence de l'actif; mais la tradition germanique de la solidarité familiale conduisit à un autre résultat, lequel fut limité au début aux enfants du défunt. Dans la théorie germanique de la saisine, les enfants seuls étaient tenus de payer les dettes, même *ultra vires* tout autre héritier ne les devait qu'*intra vires*. Mais la condition de l'héritier du sang ne tarda pas à se modifier. On fut vite amené à étendre la responsabilité indéfinie des dettes à tous les membres de la famille dont la vocation héréditaire se réalisait. Comme la saisine les rendait de plein droit propriétaires des objets laissés par le défunt, ils recueillaient, à titre de contre-partie, les obligations contractées par leur auteur avec possibilité d'être recherchés même au delà des biens du défunt.

Ultérieurement, la théorie de la saisine se modifia, mais l'évolution qu'elle subit n'eut d'autres conséquences que d'accentuer chez l'héritier le généralité de l'obligation aux dettes. Elle ressentit d'abord l'influence de la féodalité; elle fut employée comme un moyen d'éviter les droits de mutation que les seigneurs, se prétendant titulaires d'un domaine éminent, exigeaient, à titre de reconnaissance de leur suzeraineté, lors de chaque transmission. Pour éviter le renouvellement de chaque concession, et du même coup la perception des droits auxquels celle-ci donnait ouverture, on posa en principe

que toute personne décédée serait réputée avoir remis, en mourant, la possession de ses biens entre les mains de son plus proche parent, habile à lui succéder (*Institutes coutumières de Loysel*, éd. Dupin et Laboulaye, sous la maxime 317, p. 315). La continuation de la personne fut ainsi affirmée, non pas en vue de continuer la tradition romaine, mais uniquement pour échapper à un impôt perçu par les seigneurs.

D'un autre côté, le droit écrit avait conservé dans toute sa pureté, l'idée romaine de la continuation de la personne. On affirmait couramment que tous les successeurs à titre universel représentent les défunts et sont obligés aux dettes de la succession, même *ultra vires* (Bourjon, *Droit commun de la France*, t. I, p. 819, et Pothier, *Introduction au titre XVII de la coutume d'Orléans*, appendice n° 23). L'universalité du titre en vertu duquel était appelé l'héritier, fut donc de plus en plus assimilée à la personnalité, et, sous l'empire de ces idées, la succession aux biens céda de plus en plus la place à la conception de la continuation de la personne : il ne faut pas d'ailleurs s'étonner de la supériorité d'influence du droit écrit sur le droit coutumier, « l'autorité d'un droit vieux de plusieurs siècles, considéré comme la raison écrite, pèse ici de tout son poids sur une législation diverse et confuse, non encore rédigée et où les institutions créées par les nécessités de la pratique, n'avaient pas encore été logiquement coordonnées » (Cazelles, p. 91). L'idée romaine de la continuation de la personne relégua la

saisine au second rang. « On peut dire, écrit Pothier, en quelque façon, qu'il n'y a pas de mutation lorsqu'un enfant succède à son père ou à quelques autres de ses ascendants, ou lorsqu'un père ou quelque autre ascendant succède à son enfant ; les pères n'ayant leurs biens que pour les transmettre à leurs enfants, les enfants sont en quelque sorte co-propriétaires avec leurs pères, des biens de ceux-ci » (Pothier, *Traité des Fiefs*, 2^e partie. chap. 1, sect. 2, n° 578, éd. Bugnet).

En définitive, on peut caractériser les théories de l'ancien droit sur ce sujet, en concluant que tous les successeurs à titre universel, étaient tenus indéfiniment, comme continuateurs des dettes du défunt. Peu à peu s'était formée et affermie dans les esprits, une conception juridique aux termes de laquelle, si l'héritier est saisi, c'est parce qu'il continue la personne du défunt.

Dans les travaux préparatoires du Code civil, le principe de la succession aux biens fut définitivement écarté et on accepta en principe que tout successeur universel continue la personne du défunt. La preuve en est incontestablement fournie par de nombreux passages de travaux préparatoires : « Il n'est pas douteux, déclare Bigot-Préameneu, que le défunt pût déroger à l'ordre commun des successions et se *créer un héritier* de son choix. » Le même langage est employé par Tronchet : « Il est permis à l'homme de se *donner un héritier*. » (Fenet, t. XII, p. 389.) On peut dire que l'enchaînement des idées, au cours des transformations de la notion de la

succession dans l'ancien droit, a été la suivante : on a commencé par dire que si un individu est saisi, c'est qu'il continue de plein droit la possession du défunt ; mais cette continuation de la possession se rattache manifestement à un fondement psychologique : on ne saurait continuer la possession d'une personne que si le possesseur apparaît comme le prolongement de l'ancienne personnalité ; enfin, tout continuateur de la personne est tenu *ultravires*. (Percerou, *La liquidation du passif héréditaire en droit français*, *Rev. trim. de droit civil*, 1905, p. 565.) Le Code civil a été le dernier terme de cette évolution juridique, en établissant entre la saisine et l'obligation *ultra vires*, un rapport de cause à effet. C'est ce qui résulte au moins de deux textes : l'article 724, d'après lequel les héritiers légitimes sont saisis de plein droit, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession et l'article 1220 *in fine* qui déclare que les héritiers sont tenus de payer les dettes seulement pour les parts dont ils sont saisis ou dont ils sont tenus, comme *représentant* le créancier ou le débiteur. On ne saurait mieux mettre en relief l'idée d'après laquelle le paiement du passif héréditaire correspond à une charge de la saisine. La fiction de la continuation de la personne du défunt par l'héritier a donc définitivement triomphé. (Jaubert, Fenet, t. XII, p. 579.)

Dès lors, l'idée de la continuation de la personne aboutit à cette conséquence qu'il y a identité d'obligations entre l'héritier et son auteur. Il y a maintien des obliga-

tions contractées par le de cujus ; le successeur, devenant immédiatement propriétaire, se trouve investi de tous les droits actifs et passifs du défunt. Il est tenu personnellement envers les créanciers et, après l'épuisement des biens héréditaires, son propre patrimoine tombe sous le coup des poursuites. C'est là la conséquence principale : obligation des héritiers, même au delà des forces de la succession et sur leur patrimoine personnel. L'héritier doit payer les dettes héréditaires sur tous ses biens, quelle qu'en soit la provenance, il en est tenu comme s'il les avait personnellement contractées. Et en l'absence d'une acceptation bénéficiaire, l'abandon des biens héréditaires aux créanciers n'aurait nullement pour résultat de l'affranchir des poursuites. Etant tenu indéfiniment des charges de la succession, l'héritier répond des legs comme des dettes. L'héritier, prenant la place du défunt telle que celui-ci la laisse, devient débiteur de ce que son auteur disparu aurait dû payer lui-même, et, dans l'opinion dominante, l'idée de continuation de la personne engendre nécessairement celle d'obligation indéfinie au legs : « Pour les legs comme pour les dettes, l'héritier est le représentant du défunt ; il continue sa personne, et il doit s'acquitter comme l'aurait fait le défunt lui-même, s'il s'était constitué débiteur, des sommes léguées au lieu d'en imposer le paiement à ses héritiers » (Wahl, *Sir.* 93, 2, 3).

A la vérité les auteurs qui formulent cette dernière conséquence de l'idée de la continuation de la personne, paraissent exagérer la véritable portée de l'idée. Le legs

ne formait pas une dette à la charge du défunt, puisque c'est son décès même qui les a rendues exigibles (Thézard, *Revue critique*, 1876, p. 137) Cependant, la jurisprudence la plus récente de la Cour de cassation décide que les héritiers et les légataires universels saisis sont tenus indéfiniment de l'acquittement des legs (Cass. 1^{er} août 1904, D. 04, 1, 513). M. Laurent a démontré avec beaucoup d'énergie la légitimité de l'obligation indéfinie aux dettes engendrée par le principe de la continuation de la personne : « L'héritier saisi ne fait qu'un avec le défunt ; la volonté du défunt est la sienne : s'il a disposé par acte de dernière volonté au delà des forces de son patrimoine, l'héritier doit respecter ses dispositions ; c'est une charge que le testateur lui impose ; libre à l'héritier de ne pas l'accepter, il peut répudier la succession, il peut l'accepter sous bénéfice d'inventaire ; il ne sera tenu des dettes que jusqu'à concurrence de son émolument, ou il sera censé n'avoir jamais été héritier. Mais, s'il accepte purement et simplement, il est le représentant du défunt, il continue sa personne, on ne conçoit pas qu'il divise sa personnalité et qu'il prétende représenter le défunt, quant aux dettes et ne pas le représenter quant aux legs ; si l'on trouve cette théorie excessive, il faut la changer pour le tout, déclarer que l'héritier ne sera tenu qu'à raison des biens qu'il recueille, et appliquer ce principe aux dettes aussi bien qu'aux legs » (*Principes de Droit civil français*, t. XIV, p. 110).

Il devient alors facile de comprendre que la loi ait

institué des remèdes destinés à tempérer les conséquences de l'obligation *ultra vires* qui se présente dans notre droit comme se rattachant intimement à la succession universelle. Le bénéfice d'inventaire est précisément pour l'héritier un expédient destiné à le mettre à l'abri de l'obligation indéfinie aux dettes et aux legs. Le bénéfice d'inventaire a pour objet d'empêcher que l'héritier ne souffre une perte dans son patrimoine personnel par suite de l'excès du passif successoral sur l'actif. L'héritier bénéficiaire va échapper aux poursuites des créanciers de la succession sur ses biens personnels ; il n'est tenu, désormais, du paiement des dettes que jusqu'à concurrence des biens héréditaires (art. 802), et même c'est seulement *cum viribus*, c'est-à-dire uniquement sur l'actif successoral, et non *pro viribus*, c'est-à-dire sur son patrimoine personnel à concurrence de la valeur de l'actif héréditaire, qu'il demeure tenu au regard des créanciers du défunt, car il peut se décharger du paiement des dettes en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers et aux légataires (art. 802). Il ne confond pas ses biens personnels avec ceux de la succession et il conserve contre elle le droit de réclamer le paiement de ses créances (art. 802); enfin (art. 803), il ne peut être contraint sur ses biens personnels pour le paiement des dettes successorales. En revanche, l'héritier bénéficiaire est astreint à certaines obligations : il doit administrer l'hérédité et rendre compte de son administration (art. 803); se conformer pour la liquidation

aux formalités prescrites par les articles 805 et 806 ; enfin, dans certains cas, fournir caution.

Cette institution fut créée en 531 par Justinien, qui généralisa ainsi une mesure de faveur qui avait été accordée par un rescrit de Gordien aux militaires. Les soldats jouissaient, en effet, de la prérogative, s'ils faisaient imprudemment adition d'hérédité, d'être tenus seulement dans la mesure de leur émolument et de ne pouvoir être poursuivis sur leurs biens personnels par les créanciers de la succession (Loi XXII, pp. Code, 6, 30).

Le système de Justinien sur le bénéfice d'inventaire se caractérise par les traits suivants : sous la condition de dresser, dans les deux mois, à partir de l'époque où il connaît la dévolution à son profit, un inventaire, l'héritier, après avoir accepté la succession, est assuré contre les risques engendrés par les dettes qui pèsent sur celles-ci. Tant que l'inventaire n'est pas terminé, les poursuites des créanciers du défunt sont suspendues. Ensuite, ils peuvent agir, mais seulement en vue de se faire attribuer les biens héréditaires : l'héritier est libéré dès que celles-ci sont épuisées.

L'ancien droit français conserva le bénéfice d'inventaire, et de là il est passé dans notre Code civil.

Seulement, on se demande aujourd'hui, si le bénéfice d'inventaire a pour résultat de supprimer la continuation de la personne, l'héritier se transformant ainsi en un simple successeur au gain, ou si le successible doit toujours

être considéré comme le représentant du défunt. Dans la doctrine la plus générale, l'héritier demeure le représentant de son auteur ; le bénéfice d'inventaire n'est qu'un correctif apporté à l'obligation indéfinie aux dettes. Toutes les particularités du bénéfice d'inventaire se rattachent à ce privilège de l'héritier bénéficiaire de ne pouvoir être poursuivi sur son patrimoine personnel pour les obligations du défunt. Ainsi s'explique que le montant de ses obligations soit restreint à la mesure de son émolument ; que les droits et actions qu'il possédait contre le défunt, ne s'éteignent pas par confusion ; enfin qu'il soit déchargé du paiement des dettes par l'abandon des biens de l'hérédité aux créanciers et aux légataires du défunt.

C'est au temps de Justinien que la question de savoir si l'héritier bénéficiaire continue ou non la personne de son auteur a pu se présenter pour la première fois. Si l'acceptation bénéficiaire avait pour effet de transformer son auteur en un simple successeur aux biens, l'héritier ne serait plus qu'un simple administrateur chargé de liquider le patrimoine héréditaire et de payer les créanciers ; il ne serait plus propriétaire des biens héréditaires. Or, le langage même employé par Justinien prouve qu'il n'a nullement songé à remplacer le principe de la continuation de la personne par une idée contraire : c'est seulement à concurrence de l'actif recueilli que l'héritier peut être poursuivi ; mais celui-ci demeure un continuateur de la personne, attendu qu'il est propriétaire des objets dont l'ensemble constitue l'hérédité et qu'il peut les vendre et

en disposer (Loi XXII, § 8, Code, 6, 30 « *Utantur beneficio ut in tantum hereditariis creditoribus teneantur in quantum res substantiæ ad eos devolutæ valeant* »).

Ce fut avec les mêmes caractères que le bénéfice d'inventaire se conserva dans l'ancien droit : « l'héritier bénéficiaire, déclare Furgole, est vrai héritier et vrai propriétaire des effets de l'hérédité, tout comme l'héritier pur et simple. La loi dernière au Code de jure deliberando qui introduisit le bénéfice d'inventaire, lui donne la qualité d'héritier et toutes les prérogatives, comme la propriété des effets héréditaires qu'il a la liberté de vendre pour en employer le prix au payement des créanciers et des légataires, et la même loi lui attribue ce qui lui revient de l'hérédité après les dettes et charges payées. Il n'y a donc à cet égard aucune différence à faire entre l'héritier pur et simple, et l'héritier par bénéfice d'inventaire. De plus, l'héritier représente la personne du défunt duquel il a accepté l'hérédité. En acceptant, il a quasi contracté avec les créanciers et légataires, il prend la place du défunt et il est sujet aux mêmes charges dont le défunt était tenu, mais sous certaines restrictions et modifications. » (*Des Testaments*, chap. x, sect. 3, n° 61). De même Claude de Serres observait que l'héritier bénéficiaire conserve la qualité de continuateur de la personne (*Les Institutions du Droit francais*, 1740, liv. III, tit. 19 § 1, p. 312 *in fine*, également Lebrun, *Successions*, liv. III, chap. iv, n° 1).

Sans doute, dans certains passages de ses œuvres, Po-

thier s'est servi d'expressions qui paraissent impliquer une doctrine opposée. C'est ainsi que, d'après lui, « le bénéfice d'inventaire fait, vis-à-vis des créanciers, une séparation de la succession et de la personne de l'héritier qui l'a acceptée sous ce bénéfice. » (Pothier, *Successions*, chap. III, sect. 3, § 7.) Il va même jusqu'à considérer l'héritier bénéficiaire comme étant plutôt un administrateur des biens de la succession que le vrai propriétaire de ces biens (*loc. cit.*, alinéa 6). Mais Pothier explique sa pensée dans un autre passage : « L'acceptation sous bénéfice d'inventaire ne diffère de l'acceptation pure et simple qu'en ce qu'elle donne à l'héritier le bénéfice de n'être point tenu des dettes de la succession sur ses propres biens et de ne point confondre les dettes qu'il a contre la succession et que, pour cela, elle l'assujettit à un compte des biens de la succession envers les créanciers ; au reste, elle produit les autres effets que produit l'acceptation pure et simple. L'héritier qui a accepté sous bénéfice d'inventaire est réputé, comme l'héritier pur et simple, saisi de la succession dès l'instant qu'elle a été ouverte ; il est vrai héritier et vrai propriétaire de la succession. » (*Successions*, chap. III, sect. 3, § 2, n° 5.) Donc, dans l'ancien droit, comme sous la législation romaine, le bénéfice d'inventaire n'avait nullement pour effet d'effacer le principe de la continuation de la personne ; il ne tendait pas à un autre but que de corriger les effets, désastreux pour le successible, de la transmission de la personnalité.

Sous l'empire du Code civil, le bénéfice d'inventaire a conservé ces mêmes caractères : l'héritier bénéficiaire est héritier, il continue la personne du défunt et se trouve seulement dispensé de payer les dettes *ultra vires*. (Laurent, *Principes*, t. X, p. 119.) Prétendre que la formalité de l'inventaire aurait pour résultat de changer la nature de la transmission héréditaire, ce serait attribuer une portée inexacte à un expédient qui n'a d'autre motif que de préserver l'héritier contre les conséquences d'une acceptation dont il ne peut immédiatement prévoir toutes les suites. L'inventaire apparaît surtout comme un mode de preuve destiné à faciliter pour l'héritier l'établissement du montant de l'hérédité. Au surplus, le langage du Code ne prête à aucune obscurité. L'article 802 porte expressément que l'héritier est tenu ; c'est donc qu'il s'agit d'une obligation personnelle ; quand on est tenu, c'est que la personne même est engagée ; celui qui n'est poursuivi qu'en raison de la détention d'une chose n'est pas proprement un débiteur. Même bénéficiaire, l'héritier représente donc le défunt ; seulement son obligation n'est pas indéfinie. Il y a donc lieu d'écarter comme inexacte l'appréciation formulée par Mourlon : « Pour peu qu'on y réfléchisse, on comprendra sans peine que l'acceptation bénéficiaire n'est rien autre chose, dans les rapports de l'héritier avec les créanciers, qu'une renonciation d'une espèce particulière : car, de même que la répudiation proprement dite, elle fait disparaître tous les rapports de droit que la saisine avait établis entre eux et

l'héritier. Ainsi il cesse d'être obligé personnellement envers eux en même temps qu'il cesse d'être propriétaire des biens de la succession. En un mot, il ne représente plus le défunt. A la vérité, il conserve la possession et l'administration des biens, mais ce n'est plus à titre d'héritier, il n'y a plus en lui qu'un administrateur du bien d'autrui, un sequestre, et c'est en cette qualité seule qu'il peut être recherché par les créanciers. » (*Examen critique du commentaire de M. Troplong sur les privilèges*, 1855, n° 317.) M. Mourlon a perdu de vue la différence qui sépare la succession aux biens de la continuation de la personne. Dans cette dernière hypothèse, l'héritier est le maître de la masse commune tandis que dans la première hypothèse, le rôle de l'héritier se borne à être un administrateur du patrimoine laissé par le défunt, possédant la faculté de se libérer par un abandon d'actif, mais dépourvu de tout droit de disposition. L'obligation du simple successeur aux biens n'est jamais qu'une obligation *cum viribus* ; l'héritier bénéficiaire est au contraire, en principe, tenu *pro viribus* ; il a seulement la faculté de pouvoir se décharger du paiement de ses dettes *cum viribus* (art. 802), en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers ou au légataire. L'héritier est *tenu* déclare l'article 802 ; donc, le principe c'est l'obligation avec la contrainte juridique qui en résulte.

L'abandon possible des biens de la succession n'est point, d'ailleurs, une renonciation à la succession (Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, t. VI, § 618, note 19,

4^e édition); c'est une application spéciale d'une institution décrite par l'article 1265, la cession de biens. En pratiquant l'abandon, l'héritier bénéficiaire ne se dessaisit que de la possession des biens de la succession, mais il en garde la propriété; jusqu'à la vente il peut les reprendre en soldant les dettes. S'il y a un excédent de l'actif sur le passif, il est pour le créancier; seulement, tandis que la cession prévue par l'article 1265 est volontaire, résulte d'un accord commun des parties en cause et forme un contrat synallagmatique, l'abandon peut être au contraire imposé par l'héritier aux créanciers successoraux. Le seul effet de l'abandon est de dispenser l'héritier bénéficiaire de gérer. C'est indirectement qu'il est en outre déchargé du paiement des dettes. En définitive, la libération du successible résulte non point de l'abandon, mais du privilège qu'il possède de n'être tenu des dettes de la succession que sur les biens qui en dépendent. Suivant l'expression de MM. Aubry et Rau, l'acceptation bénéficiaire imprime, aussi bien que l'acceptation pure et simple au successible, définitivement et irrévocablement la qualité d'héritier et de représentant du défunt (t. VI, § 612, n° 4, texte et note 31). Le bénéfice d'inventaire ne met pas obstacle à la transmission des dettes conformément au principe de continuation de la personne; il se borne à modifier leurs effets sur le patrimoine de l'héritier (C. F. Caen, 10 mars 1884, D. 85, 2, 9).

De ce que l'acceptation bénéficiaire ne transforme pas son auteur en un successeur aux biens, résultent des

conséquences pratiques : 1° Au cas où le propriétaire d'une chose indivise vendrait cette chose en totalité, en se portant fort d'obtenir la ratification de son co-propriétaire, l'héritier qui a recueilli sous bénéfice d'inventaire la succession de l'un et de l'autre devrait fournir la ratification promise. Seulement les dommages-intérêts dont il deviendrait passible, en cas d'inexécution, ne pourraient être recouvrés que sur les biens héréditaires ; par l'effet du bénéfice, les biens personnels des héritiers sont entièrement protégés contre les créanciers du défunt. (Cass. 17 mars 1852, S. 52, 1 455 ; D. 52, 1, 116).

2° Le bénéfice d'inventaire n'apporte aucun obstacle à la division des dettes (Aubry et Rau, t. VI, § 618, note 1).

3° Un troisième intérêt de la question s'est présenté en matière de purge. A une certaine époque, l'Administration de l'enregistrement émit la prétention de percevoir le droit de transcription de 4 % sur l'adjudication d'un immeuble de la succession au profit d'un héritier bénéficiaire. Pour l'Administration, l'héritier bénéficiaire a la faculté de purger ; donc le droit de transcription est exigible sur l'acte de vente à son profit, attendu que la formalité préliminaire de la procédure de la purge est la transcription de l'acte d'achat. Dans cette conception, l'héritier bénéficiaire qui se serait rendu adjudicataire d'un immeuble de la succession, devrait être considéré comme un simple détenteur, absolument dégagé des obligations du défunt (Pont, *Traité des Hypothèques*, n° 1274). Or, ce point de vue est inexact ; l'héritier bénéfi-

ciaire demeure un héritier et n'est nullement un tiers-acquéreur (Valette, *Revue pratique*, t. XXXIX, p. 324). L'héritier bénéficiaire est en réalité propriétaire des biens du défunt ; le jugement d'adjudication n'aboutit pas à lui conférer un droit nouveau, il se borne à confirmer dans son patrimoine un droit ancien qui le concerne. Donc, quand il se rend adjudicataire d'un immeuble successoral, il confirme simplement par là une propriété qu'il avait antérieurement en germe, et d'ailleurs, même si l'héritier était un tiers acquéreur qui aurait acquis son titre en vertu d'un acte translatif, il ne posséderait pas encore la faculté de purger, car il est personnellement obligé à la dette et il n'a pas complètement affranchi sa personne de toutes les obligations contractées par le défunt (*Contrà*, Labbé, *Revue Critique*, t. III, p. 334). La Cour suprême, cependant, a suivi l'opinion de M. Labbé et elle a consacré les prétentions de l'Enregistrement par un arrêt du 27 novembre 1872 (D. 73, 4, 197). Elle a perdu ainsi de vue que, si l'héritier bénéficiaire n'est pas tenu des dettes héréditaires sur ses biens propres, il n'en reste pas moins ayant cause à titre universel du défunt (Colmet de Santerre, *Cours analytique de droit civil*, t. IX, n° 169 bis, X). Du moment que l'héritier bénéficiaire demeure débiteur personnel, il ne peut pas purger et les droits de transcription qu'on lui fait payer, depuis l'arrêt de 1872, constituent à son égard une taxe inexactement perçue.

CHAPITRE II

LES CARACTÈRES DE LA LIQUIDATION DANS L'ACCEPTATION BÉNÉFICIAIRE

Le bénéfice d'inventaire est un expédient destiné à prévenir les inconvénients de l'idée de continuation de la personne ; seulement, l'organisation qui lui est donnée dans notre législation est mal conçue et ne permet pas d'assurer d'une manière efficace le règne de la justice dans le règlement du passif héréditaire.

Le plus grave défaut du bénéfice d'inventaire c'est qu'il ne correspond nullement à une procédure collective de liquidation. A cet égard, l'institution du bénéfice d'inventaire est notablement inférieure à celle de la faillite. L'acceptation bénéficiaire et la faillite se ressemblent à ce point de vue qu'il s'agit de convertir en argent les droits des créanciers sur une masse de biens dont l'exploitation est désormais arrêtée. Seulement l'institution de la faillite protège bien plus efficacement les droits des créanciers. La loi de la faillite respecte entre eux le principe de l'égalité proportionnelle et substitue à l'administration du failli celle d'un syndic. Les créanciers

sont réunis en une masse concentrée contre le débiteur ; la préoccupation égoïste des intérêts individuels fait place à un sentiment de solidarité qui les rapproche tous en face du péril commun ; il règne entre eux une association au sens propre du mot, puisque la préoccupation qui domine dans ce groupement n'est point celle de réaliser un gain, mais bien le désir d'éviter une perte. Il y a association des créanciers en vue d'exécuter leur gage et de partager au marc le franc les produits des biens des débiteurs. La faillite se résume dans cette notion essentielle, qu'elle est « une association de créanciers résultant du jugement qui la prononce et permettant à ces créanciers dûment groupés, de produire leurs titres et de concourir à la réalisation d'un ensemble de biens » (Thaller, *Traité de droit commercial*, 3^e éd., n° 1697).

Cette conception de la liquidation des biens en faillite se traduit par deux conséquences pratiques : il y a dessaisissement du débiteur et arrêt des poursuites individuelles des créanciers. Le dessaisissement provient de ce que le débiteur est frappé de l'interdiction d'aliéner et d'administrer son actif. Ce dessaisissement peut remonter dans le passé et atteindre des actes qui avaient pour but de porter préjudice soit à l'ensemble des créanciers, soit à quelques-uns d'entre eux. Deux phases préliminaires à la faillite sont ainsi organisées par le débiteur : tous les actes accomplis entre la cessation des paiements et le jugement déclaratif peuvent être annulés sous certaines con-

ditions déterminées et la même invalidité est de nature à atteindre certains actes accomplis, même dans les dix jours qui précèdent la cessation des paiements. En tout cas, à partir du jugement déclaratif, le failli ne peut plus accomplir aucun acte sur son patrimoine ; le syndic seul est qualifié pour agir, et les opérations auxquelles il procède sont seules opposables aux créanciers ; la masse de ceux-ci apparaît comme une véritable personne morale représentée par le syndic.

Une semblable organisation entraîne inévitablement comme conséquence la suspension des poursuites individuelles ; du moment que les créanciers possèdent un mandataire commun, personne d'entre eux n'est qualifié pour substituer son intérêt propre à celui de la collectivité et pour prendre l'initiative des poursuites. Les créanciers sont concentrés en une masse, il est vrai ; mais, au sein de cette masse, la plus stricte égalité doit régner. L'égoïsme de l'individu dans la lutte pour la satisfaction des intérêts pécuniaires est ici remplacé par un esprit de sacrifice que la loi elle-même impose. Aussi longtemps que la faillite n'était pas déclarée, chacun conservait le droit de réclamer individuellement au débiteur son paiement. La déclaration de faillite a tout changé et désormais tous les créanciers savent qu'aucun d'entre eux ne sera victime d'agissements déshonnêtes de nature à les frustrer. Tel est, dans ses grands traits, le régime profondément égalitaire de la faillite.

Sur tous ces points, le bénéfice d'inventaire est bien

éloigné de la perfection de la faillite. Le défaut d'organisation collective est un des plus grands vices du bénéfice d'inventaire. Cette institution gagnerait à être modelée sur celle de la faillite, à être gouvernée par des règles assurant aux créanciers qu'en toute circonstance, chacun ne recevra pas une somme supérieure aux dividendes distribués à ses co-créanciers.

On pourrait croire au premier abord que l'absence de procédure collective est un corollaire nécessaire de l'idée de continuation de la personne. Cependant, rien ne paraît le démontrer. La fiction de la continuation de la personne n'est nullement liée à l'idée que le bénéfice d'inventaire est impuissant à être compté au nombre des procédures collectives d'exécution ; c'est ainsi que, dans la législation italienne, l'héritier bénéficiaire n'est point un successeur aux biens : il continue de représenter le défunt dans la suite de ses engagements (art. 2.058, 1^{er} al., C. civ., italien de 1866). Et cependant, le législateur organise le bénéfice d'inventaire sur la base d'une procédure collective avec publication dans les journaux, nécessité par l'héritier bénéficiaire de suspendre les paiements pendant un certain délai, et obligation corrélatrice des créanciers du défunt de produire dans ce délai. Il y a ainsi indépendance absolue de l'idée de continuation de la personne et de celle d'une procédure collective de liquidation, les deux notions n'offrant rien d'incompatible.

Mais le système français bien qu'acceptant ce principe, est très inférieur. L'héritier bénéficiaire paie les créan-

ciers au fur et à mesure qu'ils se présentent, sans observer entre eux aucune égalité proportionnelle. Celui des créanciers qui aura été avisé le premier de l'événement du décès pourra exercer ses droits au détriment des autres et ceux-ci ne seraient pas fondés à critiquer le paiement qu'il a reçu. Or, il est des plus regrettable que chaque créancier garde le droit d'agir pour son compte personnel par voie de saisie. La conséquence fatale, c'est que certains des créanciers, peut-être les plus âpres, toucheront le montant intégral de leurs créances, alors que d'autres, moins prévoyants ou moins acharnés à la poursuite, ne pourront recouvrer ce qui leur était dû. De même, chaque créancier garde par devers lui le droit de saisie, c'est donc la loi de l'égoïsme et non pas celle de la solidarité entre personnes toutes atteintes par un malheur commun, qui domine.

Cette situation permet aux pires abus de se commettre. L'héritier bénéficiaire, entre les mains de qui il n'a été pratiqué aucune opposition, est libre de payer qui il veut, au fur et à mesure que les créanciers ou les légataires se présentent, et il n'a pas à s'occuper, par la suite, des procès engagés à l'occasion des recours, recours qui, d'ailleurs, ne peuvent être efficaces que dans l'hypothèse où un légataire serait désintéressé avant un créancier. La loi ne contient pas trace d'un délai dans lequel les créanciers désireux d'être admis aux collocations devraient se faire connaître. Les poursuites individuelles sont conservées, aucun obstacle n'empêche les tiers qui ont traité

avec le défunt, de voir maintenir leurs droits individuels. En effet, les tiers qui ont contracté avec le de cujus peuvent rendre les actes ainsi intervenus opposables aux créanciers, en accomplissant après la mort, les formalités destinées à les publier conformément à la loi. Ce sont là autant de solutions qui sont incompatibles avec un régime de liquidation égalitaire, et on comprend que le tableau des inconvénients engendrés par le bénéfice d'inventaire, ait poussé certains auteurs à souhaiter une réforme de notre législation sur ce point. Il faudrait assurément soumettre le bénéfice d'inventaire à un régime nouveau organisant une procédure collective et mettant fin aux poursuites individuelles.

« On a songé en France à remplacer la règle du paiement opéré suivant le hasard de la demande, en une pratique mieux ordonnée, d'après laquelle, sur ce point, les règles spécifiques concernant la faillite et la liquidation de la succession bénéficiaire seraient mises en étroits rapports. Il s'est formé en France une pratique dite des liquidations-sequestres judiciaires et qui a été consacrée à diverses reprises au cours du XIX^e siècle par la jurisprudence ; cette pratique, très favorablement appréciée, permet de corriger utilement les inconvénients de l'absence de procédure collective dans le bénéfice d'inventaire. A la requête de l'héritier bénéficiaire, ou sur la demande de créanciers successoraux, le président du tribunal, statuant en référé, ou ce tribunal lui-même nomme des liquidateurs-sequestres avec une mission des plus

étendue, ainsi qu'il résulte de la formule généralement usitée, et qui est la suivante : « Nous, président du tribunal civil, nommons M^e X... (généralement un avoué), sequestre judiciaire des biens du sieur Y...; toutes poursuites individuelles demeurant suspendues, à l'effet de recouvrer, dans l'intérêt de tous, les différentes créances ci-dessus énoncées; d'en faire la répartition entre les créanciers au fur et à mesure du recouvrement, autorisant M^e X..., sequestre, à faire et exercer en son nom toutes poursuites nécessaires; passer toutes quittances et décharges, donner tous mandats et procurations, entendre, débattre, clore et arrêter tous comptes, et faire en un mot et dans la plus grande latitude, ce que le débiteur aurait pu accomplir pour le recouvrement de son actif » (Formule empruntée à l'ordonnance du président du tribunal civil de Lyon, du 21 août 1852, Sir., 55. 1. 102., D. 55. 1. 11). Quand cette ordonnance est exécutée, le liquidateur désigné fait insérer dans les journaux d'annonces judiciaires un avis invitant les créanciers à se révéler dans un certain délai sous peine d'exclusion. Ensuite la liquidation suit son cours, à peu près comme en faillite. M. Percerou rapporte même (*Revue trimestrielle* de droit civil 1905, pages 599 et suiv.), que la chambre des avoués du tribunal civil de Lyon a établi un règlement pour le sequestre et les administrations provisoires; c'est, de l'avis de M. Garraud, une des meilleures réglementations pratiques de la déconfiture (*Etude sur la déconfiture*, 1880, page 532 et note).

Mais la jurisprudence de la Cour de cassation a pensé qu'il ne fallait pas aller trop loin dans cette voie ; elle s'est refusée à admettre comme légaux de pareils règlements, dont aucune loi n'établit la teneur.

En somme, la préoccupation qui a animé la jurisprudence, au cours du ^{XIX}^e siècle, a été de chercher à améliorer la situation des créanciers dans le bénéfice d'inventaire et de s'efforcer d'appliquer des moyens indirects en vue d'un perfectionnement de la déconfiture, mais la Cour de cassation n'a pas osé sanctionner de semblables mesures par le motif qu'elles avaient un caractère par trop illégal. D'ailleurs, comment ce procédé de liquidation pourrait-il efficacement fonctionner, si tous les créanciers n'étaient pas d'accord pour l'adopter ? Donc, à la différence des pays scandinaves, de l'Allemagne et du Code civil suisse, la loi française n'est pas allée jusqu'à organiser un régime d'ensemble de liquidation des biens du débiteur décédé, dans la succession bénéficiairement acceptée. Les créanciers du défunt et les légataires ne voient pas leur situation améliorée par le décès de leur débiteur. Ils ne sont pas ramassés en une masse unique, plus puissante, pour s'opposer aux actes frustratoires de l'héritier ; chacun conserve son initiative et le droit de poursuivre, de la manière qu'il jugera le plus efficace, la réalisation des biens qui forment son gage. Tout créancier du défunt est investi du droit de saisir, avant le partage de la succession, n'importe quels biens de la succession.

Nous avons vu qu'il y a des hypothèses dans lesquelles la situation des créanciers d'une succession bénéficiaire est sensiblement améliorée lorsqu'ils s'entendent pour la désignation d'un mandataire commun, au cas où l'héritier se serait déchargé des soucis du règlement du passif; mais on s'est demandé si, dans l'hypothèse où tous ne seraient pas d'accord pour se soumettre à ce régime, la justice était fondée à intervenir pour leur imposer ce procédé. La question doit être dédoublée.

Il faut d'abord se demander si les créanciers et les légataires ont le droit d'imposer cette procédure de la liquidation collective à un héritier bénéficiaire qui refuse de l'observer. Certains arrêts de Cour d'appel se sont montrés favorables à cette prétention (Lyon, 26 mai 1853, sous Cassation, S. 55, 1, 102, D. 55, 1, 11; Douai, 3 décembre 1867, S. 68, 2, 35; Lyon, 27 mars 1873, D. 75, 249; Nancy, 26 fév. 1876, sous Cassation 10 juil. 1876, D. 76, 1, 313; Angers, 11 janv. 1886, sous Cassation 13 nov. 1889, D. 90, 1, 8). D'après ces arrêts, le résultat essentiel de la liquidation par un sequestre judiciaire est d'entraîner le dessaisissement du débiteur. Or, sans un texte il ne peut y avoir de dessaisissement contre le gré du débiteur et on ne trouve pas au sujet de l'acceptation bénéficiaire une disposition analogue à l'art. 443 du Code de commerce relatif à la faillite. Dans ces conditions, l'arrêt du 13 novembre 1889, la Cour de cassation se prononce en faveur de l'application pure et simple du droit commun. Or, de droit commun, chacun a la libre disposition de

ses biens ; par conséquent, nul ne saurait être privé du droit de les administrer qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi. Sans doute, remarque la Cour suprême, les tribunaux ont la faculté de placer sous séquestre judiciaire, soit une chose litigieuse entre deux ou plusieurs personnes, soit une chose affectée à la garantie des obligations du débiteur. Mais cette disposition de la loi ne les autorise pas à étendre la mise sous sequestre au patrimoine entier d'une personne. Dès lors, en l'absence d'une dérogation au principe, il est impossible de substituer au débiteur, contre son gré, une personne chargée d'opérer la liquidation dans l'intérêt commun des créanciers. Ce serait seulement dans une hypothèse spéciale, celle où l'héritier bénéficiaire compromettrait par sa négligence ou par ses actes le gage des créanciers héréditaires, que la liquidation pourrait lui être enlevée et confiée à un tiers. (Cass. 5 août 1846, D. 46, 1, 477; Metz, 23 juillet 1865, D. 65, 1, 126.)

Cette jurisprudence se justifie quand il y a désaccord sur le mode de règlement entre l'héritier et les créanciers. Du moment que l'idée de la continuation se trouve encore à la base de la transmission héréditaire, le patrimoine du défunt ne peut pas être distingué de celui de l'héritier ; le patrimoine est la manifestation de la personnalité sur les objets du monde extérieur qui sont soumis à son empire. Or, avec l'idée traditionnelle, la personnalité n'a pas changé. Le débiteur demeure juridiquement le même : les biens que le successible va recueillir à la suite du

décès font partie de la même universalité que ceux qu'il possédait déjà avant cette époque. Relativement à ces derniers il ne pouvait être dépossédé sans son consentement, par ses créanciers, de la faculté d'administrer. On ne s'expliquerait pas qu'un traitement différent pût être appliqué à des biens qui possèdent la même condition juridique et qui se sont mélangés d'une manière définitive avec les autres éléments de sa fortune. La jurisprudence n'autorisant le dessaisissement de l'héritier bénéficiaire que dans les hypothèses où il compromettrait le gage général des créanciers ou bien à un accord à cet égard serait intervenu entre lui et les créanciers, il est impossible d'aller plus loin ; tant qu'une autre conception n'aura pas transformé l'héritier bénéficiaire en un administrateur pour autrui, plutôt qu'en un vrai propriétaire des biens laissés par le défunt, le principe traditionnel de la continuation de la personne s'opposera à ce qu'un séquestre puisse, en toute situation, être chargé de gérer le patrimoine insolvable.

Mais il reste à se demander à l'inverse si l'héritier bénéficiaire pourrait imposer aux créanciers la procédure d'une liquidation collective. Ici encore la jurisprudence s'en tient aux stricts principes et elle estime qu'il n'est pas possible, en l'absence de l'accord de tous les créanciers, d'arrêter le cours des saisies individuelles pour leur substituer une exécution collective se traduisant par un marc le franc distribué à chacun des créanciers proportionnellement à l'importance de son titre

(Cass. 17 janv. 1855, S. 55, 197, D. 55, 1, 11; 14 novembre 85, S. 85, 1, 123 et 13 nov. 89, D. 90, 1, 8). Il faut reconnaître, d'ailleurs, qu'en l'état actuel il n'y a pas d'autre solution acceptable. C'est le droit de tout créancier d'agir quand son titre est devenu exigible. Un texte formel seul aurait pour résultat de le priver de cette action individuelle. En conséquence, quels que soient les besoins auxquels la nomination d'un administrateur-sequestre, ou l'établissement d'une procédure collective pourraient donner satisfaction, on doit s'incliner devant la loi, et reconnaître que les tribunaux outrepassent leurs pouvoirs, quand ils transforment, sans accord préalable du débiteur et des créanciers, les voies d'exécution individuelles en un règlement d'ensemble.

Cependant, si le bénéfice d'inventaire a pour résultat normal de porter atteinte au principe de l'article 2093, puisqu'il fait du paiement le prix de la course, il faut convenir que les droits des créanciers héréditaires sont protégés d'une façon plus efficace lorsque la succession obérée qui s'ouvre est celle d'un commerçant. De tout temps le droit commercial a songé à respecter l'égalité proportionnelle entre créanciers lorsque la situation du débiteur donne lieu de craindre que chacun de ces créanciers ne soit pas intégralement désintéressé. En pareil cas, la législation du commerce impose l'association aux créanciers pour la liquidation de leur gage. La masse devient une sorte de communauté forcée et fortuite ayant pour double fin la diminution de la perte de tous et la

contribution de tous au sacrifice commun présumé certain.

Y a-t-il quelque chose de changé à cette conception altruiste, qui place les intérêts généraux au dessus des intérêts particuliers, lorsque l'insolvabilité du débiteur commerçant n'est constatée qu'après sa mort. Ici on doit convenir que l'idée de la continuation de la personne a reçu une certaine atteinte. Logiquement, elle conduirait à permettre aux créanciers de conserver, après la mort de l'obligé, des droits identiques à ceux qu'ils possédaient de son vivant, puisque la personnalité du défunt est censée ne s'être pas modifiée et se retrouver intacte chez son successible. Dès lors, conservant un titre de même nature, les créanciers possèdent les mêmes ressources, s'ils ne reçoivent pas à l'échéance le paiement qui leur est dû. Il résulte cependant de l'article 437, alinéas 2 et 3 du Code de commerce, et de la loi du 4 mars 1889, article 2, alinéa 3, que la faillite ou la liquidation judiciaire peuvent, sous certaines conditions, être déclarées après le décès sur le patrimoine du débiteur.

Il est assurément difficile de concilier l'application de ces textes avec ceux du Code civil qui se rattachent étroitement au concept de la continuation de la personne. Au lendemain de la loi de 1838, un auteur avait déjà signalé les particularités qui distinguent, à cet égard, le droit du commerce et qui le mettent, dans une certaine mesure, en opposition avec les principes du Code civil : « Les règles du droit civil relatives aux successions seraient

difficiles à combiner avec les règles particulières aux faillites », écrivait déjà Renouard, dans son rapport sur le projet de loi du 28 mai 1838. Dans une étude publiée en 1903 (*Faillite et liquidation judiciaire après décès*), un professeur de la Faculté de droit de Dijon, M. Percerou, s'est efforcé de fournir une explication juridique des oppositions qui s'aperçoivent entre le règlement de la succession obérée d'un commerçant et la liquidation d'une succession analogue, laissée par un débiteur dont la profession n'appartenait pas au commerce. Il justifie l'antinomie des deux règlements par la circonstance que le patrimoine laissé par un commerçant ne serait plus dominé par l'idée de la continuation de la personne du défunt, et, en pareille hypothèse, ce serait les règles de l'hérédité érigée en masse distincte des biens de l'héritier qui s'appliqueraient et donneraient la clef de l'opposition.

Mais nous ne croyons pas qu'il faille recourir à une pareille explication ; l'axiôme de l'héritier continuant la personne du défunt demeure vrai en droit commercial comme en droit civil. La législation commerciale ne s'est point proposée de bouleverser dans leurs fondements des conceptions qui, depuis des siècles, sont acceptées sans discussion par le droit français en matière de transmission héréditaire. Et, en permettant de déclarer la faillite ou la liquidation judiciaire dans certains cas après la mort du débiteur, les textes précités viendraient plutôt à l'appui de la notion de la continuation de la personne,

puisque; là encore, ils permettent aux créanciers de poursuivre l'exécution de leurs titres, comme si la disparition de l'obligé ne s'était pas produite. Le bénéfice de la liquidation collective qui leur était accordée avant le décès est maintenu à leur profit après cet événement. Rien n'est changé dans leur situation ; il ne semble donc pas qu'il y ait lieu d'invoquer une doctrine nouvelle, quant à la transmission héréditaire, pour expliquer cette persistance possible de la condition juridique des créanciers. Au surplus la faillite après décès ne peut être déclarée que si certaines conditions sont réunies. Et, pour certains de ces effets, le régime nouveau demeure dominé par l'idée traditionnelle de continuation de la personne. (C'est ainsi que les légataires sont admis à concourir avec les créanciers sur le patrimoine du défunt.)

Quoi qu'il en soit, pour mieux apercevoir l'esprit de la législation française sur le bénéfice d'inventaire, nous devons donner un tableau rapide de la faillite après décès et montrer combien cette institution donne de résultats préférables à ceux qui découlent de la liquidation bénéficiaire. Nous examinerons : 1° les conditions ; 2° les effets de la faillite ou de la liquidation judiciaire après décès.

1° Conditions auxquelles la faillite ou la liquidation judiciaire après décès peuvent être déclarées.

Trois conditions sont requises par l'article 437, 2° et 3° alinéas, et par l'article 2, 3° alinéa, de la loi de 1889 ; il

faut : 1° que le de cujus fût de son vivant commerçant ; puis, 2°, qu'il soit mort en état de cessation de paiement ; enfin, 3°, que la faillite ou la liquidation judiciaire ait été déclarée d'office ou demandée dans l'année après le décès (C. F. Thaller, *Traité*, 3° éd., n° 1723, 1727, et Percerou, étude précitée).

1° La profession de commerçant chez le débiteur est la condition indispensable pour que la faillite ou la liquidation judiciaire puissent, après son décès, s'ouvrir sur son patrimoine.

A ce point de vue, on peut reprocher à la loi de se montrer singulièrement inconséquente, puisqu'elle divise les insolvable en deux catégories et n'applique pas à toutes les successions obérées des règles qui sont éminemment protectrices du droit des créanciers. Il semble cependant que la situation des créanciers devrait être la même en toutes circonstances et ne mériterait pas moins d'égards, quand le débiteur appartient à la classe des non-commerçants. La conception admise par notre droit, et consistant à défendre énergiquement les droits de tous les créanciers, quand un commerçant vient à mourir, alors que des inégalités flagrantes subsistent entre eux, lorsque la succession n'est pas celle d'un commerçant, ne peut pas se soutenir au point de vue rationnel et logique. La législation romaine était bien mieux inspirée en plaçant tous les insolvable sous l'empire des mêmes règles : la *bonorum venditio*.

La divergence des liquidations apparaît de plus en

plus comme une conception condamnable, à mesure qu'on s'éloigne de la date de la promulgation des codes et de l'époque déjà lointaine où la fortune mobilière n'avait pas reçu l'extension qu'elle a prise ultérieurement. Aujourd'hui, la plupart des entreprises sont montées par actions et la forme du titre délivré aux actionnaires permet aux plus modestes capitalistes de recueillir le bénéfice d'opérations commerciales. En conséquence, on s'explique de moins en moins les distinctions toujours maintenues, quand une hérédité est mauvaise, entre le règlement du passif laissé par un commerçant et celui d'un débiteur civil. Un auteur italien, M. Vivante, a montré fort justement qu'avec l'organisation de la vie contemporaine, où les hommes appartenant aux milieux les plus divers se rencontrent sur un terrain commun, celui des affaires, toute distinction de classe entre les individus, aussi bien en ce qui concerne la liquidation de leur passif que sous d'autres rapports, est vaine et superflue. D'après l'opinion fort exacte de M. Vivante, « la situation des créanciers du défunt ou de l'héritier serait beaucoup mieux protégée, s'ils avaient la faculté de recourir à la procédure de faillite, parce que, aussitôt la faillite ouverte, tous les biens du défunt se trouveraient réunis, sous le contrôle de l'autorité publique, en une masse destinée au paiement de tous les créanciers. De cette façon, deux institutions, aujourd'hui superposées, la séparation des patrimoines et le bénéfice d'inventaire, se ramèneraient à une seule, plus efficace que les deux

autres réunies. Ainsi se trouverait arrêtée dès le début, la libre course des créanciers sur les biens du défunt. Tandis qu'au contraire, d'après le droit actuellement en vigueur, l'ouverture des successions n'arrête pas les exécutions individuelles ; les créanciers peuvent, par des sequestres et des ventes forcées, bouleverser les opérations d'un inventaire et d'une liquidation systématique, et le représentant légitime de l'hérédité doit payer de la main à la main les créanciers qui se présentent, sans pouvoir s'y refuser, même s'il résulte des papiers du défunt, que l'actif successoral ne suffit pas à payer le passif ; c'est pourquoi les créanciers éloignés, tels que ceux à terme ou sous condition, peuvent être privés de toute garantie ; les créanciers les plus pressés ou les plus favorisés par les circonstances dépouillent les autres. » (*Traité de droit commercial*, appendice au 1^{er} volume, n° 14).

Bien avant son collègue de Rome, M. Thaller avait écrit qu'« il est regrettable de voir notre droit privé se sectionner en deux branches ; les simples citoyens sont sous l'empire d'un code, les commerçants sous l'empire d'un autre ; cette distinction s'est formée au moyen âge, mais la Révolution française aurait dû logiquement l'effacer. Un statut propre aux négociants jure avec le système égalitaire inauguré en 1789, et il n'y a plus de raison de maintenir entre le commerce et le non-commerce cette muraille de droit ». (*Des faillites en droit comparé*, 1887, t. I, p. 178).

Ainsi, en Italie comme en France, les auteurs les plus

compétents s'élèvent contre cette dualité de régimes appliquée à la succession suivant qu'elle est celle d'un débiteur civil ou d'un débiteur commerçant. Cette distinction est d'autant plus injustifiable que, même parmi les commerçants, il y en a qui meurent notoirement insolvable, sans qu'une déclaration de faillite puisse intervenir après leur décès.

2° L'article 437 exige, en effet, comme condition de la faillite posthume, que le commerçant soit mort en état de cessation de paiements. Or, il y a bien des situations où la cessation des paiements ne coïncide pas avec l'insolvabilité. Le critérium certain de l'insolvabilité, c'est l'excédent du passif sur l'actif; la cessation des paiements peut, au contraire, se produire malgré la supériorité évidente de l'actif sur le passif, si tous les éléments de l'actif ne sont pas immédiatement réalisables alors que les dettes sont au contraire exigibles et réclament un paiement immédiat. Tel serait le cas d'un commerçant, qui, possédant des effets non échus en portefeuille, serait poursuivi pour des dettes inférieures en quotité, mais exigibles sur-le-champ.

Il n'existe donc pas de critérium précis qui permette, du vivant du débiteur, de constater son insolvabilité véritable en vue de la faillite. Celle-ci est prononcée plutôt d'après un état de fait apparent, parce que les nécessités des affaires commerciales commandent la célérité dans les règlements, et que tout retard apporté à ceux-ci est de nature à rejaillir sur un grand nombre de personnes, engagées, elles-mêmes, dans les liens des affaires, et par

suite à entraver la circulation fiduciaire. Mais, si l'on s'explique que, pour des raisons pratiques, le seul fait de la cessation des paiements donne ouverture à la faillite, il n'en demeure pas moins acquis, que l'établissement du régime de liquidation collective est subordonné, du vivant du débiteur, à des événements qui n'offrent rien de nettement caractéristique. Il est donc encore moins logique de s'arrêter au signe incertain de la cessation des paiements, pour prononcer après le décès, le jugement déclaratif de faillite ou de liquidation judiciaire ; l'insolvabilité n'est pas forcément liée à cette circonstance, mais pourra exister dans bien d'autres hypothèses.

Il faudrait, après la mort du débiteur, s'arrêter à un autre critérium que celui de la cessation des paiements pour fixer irrévocablement le sort de son patrimoine et autoriser les créanciers à employer des voies de réalisation collective. Exiger qu'il y ait cessation des paiements avant le décès pour autoriser les créanciers du défunt à profiter d'une liquidation d'ensemble et proportionnelle à leurs droits, c'est restreindre inutilement la portée d'une institution qui gagnerait à être généralisée à toutes les hypothèses et qu'il est illogique de restreindre à un étroit domaine. M. Thaller est beaucoup plus dans la vérité lorsqu'il enseigne que toute acceptation bénéficiaire d'une succession devrait suffire à sa mise en faillite (*Des faillites en droit comparé*, t. I, pp. 195-197). M. Percerou défend également la même opinion dans son article, et il estime que, « après le décès d'un commerçant, la preuve

de l'insolvabilité de la succession devrait, en tout cas, suffire pour faire mettre celle-ci en état de faillite, quand même de son vivant il n'aurait pas cessé les paiements » (*La faillite après décès*, p. 15).

La réforme la plus utile en la matière consisterait, en effet, à décider que toute cause d'insolvabilité du défunt découverte après sa mort, suffit à entraîner la faillite de sa succession, sans distinguer suivant que le de cujus était ou non un commerçant.

Quels sont donc les motifs qui ont porté le législateur français à s'arrêter à un signe aussi superficiel que la cessation des paiements pour autoriser la déclaration de la faillite après décès ? On a avancé que la faillite est de nature à laisser planer sur le souvenir de la personne une tare infamante, susceptible de ternir sa mémoire ; or il serait contraire à toute justice de laisser un soupçon de malhonnêteté porter sur la conduite d'un homme qui n'est plus là pour se justifier, pour expliquer le secret de ses affaires, et pour indiquer les causes de son insuccès commercial. Il y a là, assurément, une considération légitime ; mais, malgré la délicatesse qu'il y a à remettre en question des actes dont les conséquences peuvent être déshonorantes pour les morts, on ne doit pas oublier que, sous prétexte d'entourer la mémoire du défunt d'un respect exagéré, on risque d'occasionner à beaucoup de personnes un préjudice immérité, car les créanciers non payés à l'échéance ne pourront peut-être eux-mêmes tenir leurs engagements, et le sinistre gagnera ainsi de proche en proche,

au détriment de la régularité des affaires et de la confiance qui doit régner dans le commerce. Les créanciers à qui on enlève la garantie égalitaire de la faillite, par le seul motif qu'un événement imprévu, la mort, a arrêté l'entreprise de leur débiteur, voient leur condition s'aggraver et subissent un préjudice immérité, puisque les uns recevront peut-être leur paiement intégral, alors que les autres ne seront que partiellement payés ou même n'obtiendront qu'une fraction de ce qui leur est dû. L'intérêt bien compris de la mémoire du défunt commanderait une autre solution (Percerou, p. 22).

Mais on a invoqué une autre raison pour écarter le régime de la faillite, quand la cessation des paiements ne s'est pas manifestée antérieurement au décès, et l'on a soutenu que les règles du droit civil concernant les successions seraient difficiles à concilier avec les principes spéciaux aux faillites (Renouard, *Des faillites et banqueroutes*, t. I, p. 248). Mais on ne conçoit pas comment une pareille raison serait de nature à empêcher une réforme, puisqu'on ne la trouve pas suffisante pour écarter l'application de la faillite, lorsque la cessation des paiements remonte à une époque antérieure au décès. En conséquence, elle ne doit pas avoir plus de force, quand la solvabilité est constatée d'une autre manière.

La limitation de la faillite à l'hypothèse où la cessation des paiements s'est produite du vivant du commerçant est une construction trop stricte, que rien ne justifie. Dans toute succession où l'actif est supérieur au passif, la seule

loi vraiment protectrice des intérêts de tous est celle de l'égalité. L'égalité est, d'ailleurs, souhaitée plus ou moins expressément par tous ceux qui font crédit à un commerçant.

En lui accordant confiance, ils comptent que, le jour où un mauvais sort s'acharnerait sur leur débiteur, ils subiraient au moins un traitement égal, et n'assisteraient pas au spectacle illégitime de voir quelques-uns d'entre eux prélever le plus clair de l'actif au détriment des autres. D'ailleurs, dans la pratique, plus l'insolvabilité d'un débiteur est considérable, et plus celui-ci aura été amené de son vivant à emprunter par des procédés plus ou moins licites, en vue de lutter contre une fortune contraire et de prolonger sa vie commerciale. En pareil cas, le nombre des créanciers ne manquera pas d'être important et le décès du négociant donnera ouverture à une multitude de demandes de paiement.

Ce ne sont pas là des hypothèses théoriques, la jurisprudence en contient un exemple récent. C'est ainsi que le tribunal de Montbéliard, jugeant commercialement, a été appelé, le 9 juillet 1902, à s'occuper du règlement de la succession d'un banquier qui avait laissé plus de 1.400 créanciers et un passif important. Une liquidation collective seule aurait été de nature à préserver les intérêts de tous ceux qui réclamaient leur remboursement. Fallait-il donc s'arrêter à la circonstance que la cessation des paiements n'avait point été constatée avant la mort, pour refuser d'accorder aux divers ayants droit la garantie

suprême de la faillite? Le tribunal ne l'a point pensé et, désireux d'établir le régime d'une égalité proportionnelle, il recourut à un artifice de procédure et s'appuya sur ce que la veuve, ayant pris le titre d'héritier sans formuler de réserve, devait être considérée comme acceptant pur et simple et, à ce titre, demeurer indéfiniment responsable du passif (Jugement confirmé par un arrêt de Besançon du 20 février 1904, et par Cass. Req. le 5 déc. 1904 ; décisions rapportées par Percerou, p. 26, note 1).

La décision du tribunal de Montbéliard est un exemple des procédés par lesquels les hommes d'affaires ou les tribunaux cherchent à sauvegarder dans une certaine mesure les intérêts des créanciers. M. Percerou rapporte que, fréquemment, on s'efforce de déterminer le successeur à continuer pendant quelque temps le commerce de son auteur, afin qu'il puisse acquérir lui-même la qualité de négociant, alors, la cessation des paiements survenant, c'est sur lui que la faillite est déclarée (Percerou, p. 27); et les tribunaux ne réprouvent pas toujours cette manière d'opérer, puisque, dans l'espèce que nous venons de rapporter, les juges se sont attachés à la circonstance qu'un successeur avait pris le titre d'héritier dans la demande d'envoi en possession pour lui infliger la faillite avec toutes ses conséquences. On ne saurait prouver plus nettement combien une réforme est désirable, en présence d'une jurisprudence qui éprouve le besoin de recourir à de pareils artifices pour remédier à l'insuffisance de la loi.

Troisièmement : Pour que le régime de la faillite puisse s'appliquer à la succession d'un commerçant, l'article 437 exige qu'elle ait été prononcée d'office ou demandée par les créanciers dans l'année qui suit le décès.

Il n'est pas nécessaire d'attendre l'expiration du délai de 3 mois et 40 jours qui est accordé à l'héritier pour faire inventaire et délibérer. Cette exception dilatoire n'est instituée que dans un seul but, suspendre les poursuites dirigées contre l'héritier personnellement ; mais elle ne concerne pas les demandes qui ne visent pas sa personnalité ; or, en réclamant la déclaration de faillite, les créanciers se prévalent des suites d'actes auxquels le débiteur n'a pas été lui-même partie, et il faut bien reconnaître qu'ici la fiction de la continuation de la personne n'est pas assez puissante pour que l'héritier, étranger peut-être au commerce, soit regardé comme ayant participé aux actes qui ont conféré des droits aux créanciers. Enfin, un argument pratique conduit à la même solution ; si les créanciers étaient obligés d'attendre, pour obtenir la déclaration de faillite, l'expiration des délais de l'exception dilatoire, ils ne jouiraient pas intégralement du délai d'un an qui leur est accordé par l'article 437.

Ce n'est pas seulement d'office que la faillite est déclarée après le décès, elle est aussi susceptible d'être provoquée par les créanciers ; mais alors la seule mesure de liquidation collective applicable est la faillite, attendu que la liquidation judiciaire constitue un bénéfice, dont peuvent seuls se prévaloir le débiteur ou ses représentants.

Les créanciers ont un intérêt manifeste à demander la mise de la succession en faillite. Les procès et les lenteurs des poursuites individuelles sont ainsi supprimées, les inégalités entre créanciers s'évanouissent; tous sont réunis en une masse unique, où chacun doit désormais compter avec autrui et ne pas sacrifier les droits de ses ayants cause à ses seules préoccupations égoïstes. Le jugement prononçant la faillite apporte une grave restriction au concept de la continuation de la personne. Une véritable séparation des patrimoines se produit et l'héritier perd tout droit de disposition sur des biens qui ne lui appartiennent plus pleinement. Conformément au but des créanciers, qui est d'arriver à une satisfaction intégrale, les biens du défunt deviennent exclusivement leur gage, et ils sont certains d'être désintéressés sur la succession par préférence aux créanciers personnels de l'héritier.

A ce point de vue, la faillite se présente comme l'utile complément de certaines institutions du droit civil qui ont pour but de garantir les intérêts des créanciers. Il s'agit de la séparation des patrimoines, qui, normalement, ne produit ses effets qu'au profit de ceux qui l'ont demandé (Planiol, t. III, n° 2325). Avec la faillite, les créanciers pourront faire valoir, collectivement, la séparation des patrimoines et tous profiteront ainsi d'une mesure qui est de nature à sauvegarder fort efficacement leurs droits.

Cette observation nous conduit à conclure que, de

même que la séparation des patrimoines peut être réclamée même en cas d'acceptation pure et simple, par l'héritier, par analogie, la déclaration de faillite est possible en dehors de l'hypothèse de la succession bénéficiairement acceptée. Du moment que le concept de la continuation de la personne n'est nullement en opposition avec l'existence d'une procédure de liquidation collective, on n'apercevrait aucun motif d'une solution opposée. D'ailleurs, quel que soit le mode d'acceptation par l'héritier, les créanciers successoraux sont toujours admis à se prévaloir de la séparation des patrimoines. Ils devront posséder aussi la faculté de requérir à la déclaration de faillite de l'hérédité, puisqu'ils n'obtiendront par là qu'une séparation des patrimoines plus accentuée et perfectionnée par l'ensemble des mesures destinées à assurer le règne de l'égalité entre les divers ayants droit (Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, t. VII, nos 69 et 89).

Toutefois, le droit pour les créanciers d'agir en séparation des patrimoines leur est plus longtemps conservé par la loi que celui de réclamer la faillite. Il suffit de rapprocher à cet égard les articles 437 Code de commerce et 880 Code civil.

D'après le premier de ces textes, le délai pour requérir la faillite n'est que d'une année. Au contraire, la séparation des patrimoines peut être demandée, pour les meubles pendant trois ans, et, pour les immeubles, tant qu'ils existent entre les mains de l'héritier. Il est donc

certain que le législateur se montre plus favorable à une institution, la séparation des patrimoines, qui, cependant est loin de présenter les avantages de la faillite, qui n'est pas animée d'un même esprit puisqu'elle est essentiellement individualiste, alors que la faillite est dominée, au contraire, par un caractère égalitaire. La séparation des patrimoines n'est utile qu'à ceux qui l'ont demandée, la faillite bénéficie à tous les ayants droit du débiteur, elle les admet à profiter, proportionnellement à leurs créances, de l'actif qui se rencontre ; elle garantit donc mieux les intérêts généraux et le rapprochement de notre législation civile et de celle du commerce, permet de constater l'inconséquence du législateur, qui aurait dû prolonger le délai en ce qui concerne la faillite.

On a dit, sans doute, que la faillite, par un certain côté, produisait des effets plus graves, en ce qu'elle permet d'atteindre des actes passés avant le jugement, en vertu d'une certaine rétroactivité (art. 446, 447 et 449, C. Com.) ; par conséquent, si la faillite n'est pas sollicitée dans un délai très bref, des situations, que leurs titulaires peuvent légitimement considérer comme acquises, vont être remises en question contrairement à la foi due au contrat.

Mais, M. Percerou a très bien montré qu'il n'y a pas là un motif juridique suffisant pour justifier la différence de condition imposée aux créanciers relativement au délai, suivant qu'ils agissent en séparation des patrimoines ou qu'ils requièrent la mise en faillite de l'hérédité. Il n'est

pas possible de donner pleine satisfaction aux créanciers, sans rompre, dans une certaine mesure, les contrats que le débiteur a pu passer avec d'autres personnes : l'exercice de l'action paulienne permet notamment d'enlever aux donataires, même de bonne foi, le bénéfice des avantages qu'ils tenaient du débiteur. En un mot, il ne faut pas s'arrêter à de semblables considérations : la justice commande avant tout de préserver les droits des créanciers ; toutes les institutions qui tendent à procurer un résultat avantageux à ces derniers, appellent, dès lors, une similitude de délai.

Certaines législations étrangères n'ont pas commis, d'ailleurs, la même inadvertance que la loi française ; ainsi, en Allemagne, les créanciers héréditaires, possèdent un délai de deux années pour requérir, soit la faillite d'une succession, soit sa mise en curatelle, bénéfice à peu près similaire à celui de la séparation des patrimoines (Art. 220 de la loi des faillites allemande, rédaction de 1898, et art. 1981 du C. civ. allemand).

Si la déclaration de faillite posthume est avantageuse à tout le monde, aux créanciers, dont les droits sont ainsi mieux respectés et à l'héritier, dont la mission de liquidateur devient plus facile, on n'aperçoit pas pourquoi les héritiers n'auraient pas le droit de provoquer, eux aussi, la déclaration de faillite de leur auteur. On a dit, sans doute, qu'une telle mesure n'avait pas été instituée pour eux, car il répugne aux convenances que les successeurs prennent une initiative de nature à ternir la

mémoire du défunt, mais il ne semble pas que ce raisonnement soit décisif. En quoi la déclaration de faillite posthume est-elle de nature à entraîner un soupçon injurieux pour le débiteur disparu ? Ses créanciers conserveront au contraire un meilleur souvenir de lui, si le mode de liquidation qui leur est ouvert permet à chacun d'invoquer la loi de l'égalité et de ne pas être dépouillé complètement par ceux qui ont agi avec plus de célérité ou d'âpreté (Percerou, p. 44 : Lyon-Caën et Renault, t. VII, n° 89 ; *contra* : Aix, 25 janv. 1890, D. 90, 2, 329 et note conforme de M. Boistel ; cet arrêt argumente de ce que l'art. 437 C. com. ne confère qu'aux créanciers le droit de réclamer la faillite de leur débiteur, ce texte doit être observé à la lettre et ne comporte pas d'extension). D'ailleurs, l'article 2 de la loi du 4 mars 1889 paraît formel ; il autorise les successibles à demander la mise en liquidation judiciaire de l'hérédité ; la même prérogative doit leur être reconnue en ce qui concerne la faillite. La faillite est une institution complémentaire de la liquidation judiciaire et, dès lors que l'une est susceptible de s'appliquer à la succession, l'autre ne doit pas lui demeurer étrangère. Sur ce point, il faut noter, d'ailleurs, que les héritiers possèdent un délai d'un mois à partir de l'ouverture de la succession pour effectuer le dépôt du bilan. Il convient, en effet, de leur laisser le temps de prendre connaissance de la situation pécuniaire du défunt et ils n'auraient pas eu le temps de recueillir des éclaircissements à cet égard, si le droit

commun avait été maintenu, avec le délai très bref de 15 jours, depuis la cessation des paiements.

2° Des effets de la faillite après décès.

Il faut distinguer le cas où la succession est échue à un seul héritier et celui où elle advient à plusieurs.

Et, dans la première hypothèse, il faut encore sous-distinguer suivant que la succession est bénéficiairement acceptée ou, au contraire, acceptée purement et simplement. Les difficultés proviennent de ce que l'idée de continuation de la personne persistant, il n'est plus possible d'appliquer, dans toute leur rigueur, les principes de la faillite, qui se réfèrent avant tout à une masse de biens immobilisés au profit des créanciers et subissant un régime spécial.

Ce qui constitue l'utilité de la déclaration de faillite, même après l'acceptation bénéficiaire, c'est le régime d'égalité qui est désormais institué au profit de la masse des créanciers du défunt. Le patrimoine des débiteurs est également réservé à tous ceux qui ont un titre de créance à faire valoir contre lui. Le payement au marc le franc est donc un premier avantage manifeste que les créanciers trouvent à la mise en faillite.

Favorisée à ce point de vue, les créanciers ne le sont pas moins dans leurs rapports avec l'héritier. On sait que, de droit commun, l'héritier bénéficiaire qui outre-passe ses pouvoirs ne s'expose à aucune pénalité : les actes qu'il a accomplis ne sont pas nuls, il peut être

seulement déchu du bénéfice d'inventaire ; mais, en définitive, il a agi comme propriétaire ; la fiction de continuation de la personne conduit inévitablement à ce résultat (art. 988, 989 C. de procédure). Mais, quand la faillite intervient, la situation de l'héritier bénéficiaire subit une transformation totale : il cède ses pouvoirs à un syndic et, dessaisi de l'administration, il perd désormais toute qualité pour administrer les biens héréditaires. Tout acte de disposition accompli par lui serait révoqué à la requête du syndic, et les créanciers du défunt obtiennent ainsi des garanties singulièrement plus efficaces que celles résultant du bénéfice d'inventaire.

Toutefois, faut-il en conclure que la notion de l'hérédité considérée comme patrimoine distinct s'est substituée à l'idée classique de la continuation de la personne ? Il ne nous semble pas que la modification apportée aux pouvoirs de l'héritier conduise nécessairement à une semblable solution. Ici, encore, la personnalité se trouve continuée par l'héritier, conformément aux principes traditionnels ; seulement elle est transmise avec tous les attributs dont elle était douée du vivant du débiteur ; celui-ci possédait l'aptitude éventuelle à la faillite : cette aptitude s'est conservée malgré le décès ; toutefois, par une faveur spéciale, l'héritier n'y est pas exposé lui-même et il subit la procédure collective sur certains de ses biens, sans être passible des déchéances qu'aurait encourues son auteur.

Au surplus, le concept de la survivance de la person-

nalité est si bien conservé, malgré la déclaration de faillite appliquée à la succession, que les légataires peuvent, le cas échéant, être admis à bénéficier du régime d'exécution collective. Il en sera ainsi toutes les fois que l'actif qui n'était pas immédiatement convertible en argent, lorsque s'est produite la demande de payement, est apparu, dans la suite, supérieur au passif, de sorte qu'il n'y avait pas insolvabilité réelle, mais plutôt apparente. Les créanciers une fois désintéressés, les légataires seront autorisés à produire sur l'excédent d'actif.

Une semblable solution demeurerait inexplicable si la notion d'hérédité patrimoine distinct était la seule explication plausible de la faillite posthume. La constitution à l'état de masse séparée des biens du défunt, est une dérogation évidente au principe qu'il n'y a pas de patrimoine sans titulaire. Cette dérogation ne saurait donc être maintenue en dehors du but pour lequel elle a été instituée et qui est de mieux assurer le règlement des créanciers. Dès lors qu'il ne s'agit plus de l'acquittement des dettes du défunt, la dérogation ne saurait persister; les légataires, par suite, ne seraient pas fondés à se réclamer d'un régime qui n'a pas été organisé pour eux, qui n'est pas destiné à garantir la réalisation des libéralités que le défunt avait consenties sur sa fortune. Le concept de l'hérédité patrimoine distinct aboutit logiquement à exclure les légataires de toute participation au régime de la faillite; celle-ci prendrait fin aussitôt après l'acquittement des dettes; il appartiendrait ensuite aux bénéficiaires de libéralités,

de procéder entre eux à la liquidation de leurs intérêts.

Au contraire, on n'aperçoit aucun motif de distinguer entre les légataires et les créanciers, si la procédure de liquidation collective ne vient pas mettre en échec l'idée de continuation de la personne. Si l'héritier représente la personne du défunt, il demeure tenu, comme ce dernier, non seulement de payer les dettes, mais aussi de ne pas revenir sur les libéralités consenties : les légataires, de même que les créanciers, viendront donc prendre part aux opérations de la faillite posthume ; ils concourront sur la même masse de biens, avec cette observation, toutefois, que le concours s'établira distributivement entre ces deux catégories d'ayants droit. Les créanciers sont d'abord réglés ; puis, sur l'excédent d'actif, les légataires viennent proportionnellement concourir ; ce mode de liquidation concilie les intérêts du crédit avec ceux de l'égalité, il importe que les créanciers soient satisfaits les premiers, car il s'agit pour eux d'éviter une perte ; les légataires doivent passer ensuite, car il n'est question à leur égard que d'un avantage gratuit à conserver. Mais, aussi bien dans l'une de ces catégories de prenants part que dans l'autre, il importe que personne ne soit exposé à être sacrifié à autrui.

Telle est la mesure dans laquelle l'acceptation bénéficiaire d'une succession est modifiée par une déclaration ultérieure de faillite.

Mais l'acceptation pure et simple ne vient-elle pas entraver l'extension de la faillite après le décès ? M. Thaller

le pense, par le motif de l'acceptation pure et simple par l'héritier a provoqué la confusion des biens héréditaires avec les siens. Dès lors, il ne lui paraît plus possible de reconstituer le patrimoine du de cujus (*Traité*, 3^e éd., n° 1726). Cependant, si l'on reste fidèle à l'idée que le principe de la continuation de la personne n'est pas atteint par la déclaration de faillite posthume, on n'aperçoit pas pour quelle cause le mode d'acceptation devrait influencer sur la manière dont serait liquidé le patrimoine. Sans doute, il paraît délicat de délimiter alors la portée exacte de la faillite ; se restreint-elle aux biens du défunt ? ou bien ne s'étend elle pas au patrimoine de l'héritier lui-même ?

Elle doit être strictement réservée aux biens héréditaires, l'idée de continuation de la personne ne saurait être assez puissante pour imposer à l'héritier les conséquences d'actes auxquels il n'a point pris part, si les créanciers demandent contre lui l'ouverture de la faillite. Ce n'est point avec lui que les créanciers ont traité ; ils avaient dans la capacité et l'aptitude professionnelle du débiteur une confiance qu'ils n'auraient peut-être pas accordée à son héritier ; l'idée de continuation de la personne ne peut pas avoir pour résultat que le successible soit censé avoir accepté toutes les conséquences d'un commerce dans lequel il ne s'était nullement immiscé. Les créanciers commerciaux n'avaient pas envisagé, quand ils ont traité avec leur débiteur, d'autres biens que ceux qui, à cette époque, faisaient partie de son patrimoine.

Ils ne sauraient donc avoir la prétention de comprendre dans la procédure du règlement collectif les biens personnels de l'héritier, qui ne se rattachent nullement à l'exploitation industrielle à l'occasion de laquelle sont nées leurs créances.

Si l'on admet la possibilité de la faillite posthume même en cas d'acceptation pure et simple, quelles vont être les conséquences de ce nouveau régime, quant aux actes accomplis par l'héritier ? Les actes qui tendent à diminuer l'actif successoral (aliénations, constitutions d'hypothèques), sont frappés d'invalidité au regard des créanciers héréditaires. Ceux-ci ne sont pas tenus d'inscrire dans les six mois les privilèges de la séparation des patrimoines, car ils puisent les avantages de leur situation nouvelle non pas dans cette institution du droit civil, mais dans le régime de la faillite. Celle-ci engendre une indisponibilité réelle qui met obstacle à l'accomplissement de tout acte extérieur par le titulaire du patrimoine. Il y a plus qu'une incapacité contractée pour l'héritier : le gage, jusque-là impersonnel et général, des créanciers du défunt s'est transformé en une mainmise assimilable à un véritable droit réel et opposable aux tiers, indépendamment de toute publicité, dès que la faillite est prononcée (Thaller, 3^e ed. n° 1779). Telle est la solution pour les actes passés par l'héritier après le jugement déclaratif.

Pour ceux qui sont antérieurs à cette date, il y a plus d'hésitation.

- Dans une première doctrine, les actes passés par l'héri-

tier après le décès, mais antérieurement à la déclaration de faillite, ne sauraient être attaqués par les créanciers héréditaires, que s'ils avaient eu le soin d'inscrire, dans les six mois depuis la mort de leur débiteur, la séparation des patrimoines ; celle-ci produirait alors son effet rétroactif et attribuerait la préférence aux créanciers héréditaires, par rapport aux créanciers personnels de l'héritier même ayant conservé leurs droits, conformément à la loi (Lyon-Caen et Renault, t. VII, p. 60).

Cependant le principe même de continuation de personne par l'héritier, semble conduire à une solution différente. Les créanciers n'avaient besoin d'aucune formalité extérieure pour se réclamer de la faillite du vivant de leur débiteur. Le jugement déclaratif suffit, avec son effet rétroactif, pour prévenir les conséquences d'actes nuisibles aux créanciers successoraux ; ils n'ont qu'à invoquer la nullité de la période suspecte (Douai, 24 déc. 1877, p. 78, 2.149). L'application des principes ordinaires de la faillite est suffisante pour préserver les droits des créanciers qui s'en réclament. La période suspecte remontera, en effet, dans le passé, jusqu'au jour du décès ; dès lors, les règles contenues dans les articles 446 et suivants conservent leur empire.

L'arrêt rendu en 1877 par la Cour de Douai, nous paraît avoir exactement appliqué ces principes. Il s'agissait d'une hypothèque judiciaire, qu'un créancier avait fait inscrire en vertu d'un jugement de condamnation, sur les immeubles de son débiteur. Cette hypothèque attei-

gnait par sa nature les biens à venir, et notamment ceux arrivant ultérieurement au successible par voie d'héritage. Or, il advint que le débiteur recueillit la succession d'une personne qui, dix mois après son décès, fut déclarée en faillite. Les créanciers du défunt n'ayant pas pris la précaution d'inscrire, dans les six mois, la séparation du patrimoine, le créancier qui était muni d'une hypothèque judiciaire sur le patrimoine de l'héritier prétendait avoir le droit de se payer sur les biens du défunt, confondus avec ceux de son débiteur, par préférence aux créanciers héréditaires. Cette prétention a été repoussée par la Cour, qui se fonde sur l'idée de la continuation de la personne pour établir les motifs de sa décision. Elle déclare que les effets de la faillite, après le décès d'une personne, ne sauraient être différents chez son héritier de ceux qu'elle aurait engendrés, si elle avait été déclarée du vivant du débiteur lui-même; par suite, la faillite étant reportée au moins au jour du décès, les actes exercés sur les biens du failli par ses héritiers, entre le jour de la déclaration de faillite et celui où cette faillite est reportée, bénéficient des prescriptions ordinaires de la loi et ne sont assujettis à l'observation d'aucune formalité externe pour que les créanciers puissent se prévaloir du régime de la faillite. L'arrêt porte, en conséquence, que l'inscription d'hypothèque judiciaire est dépourvue de toute efficacité à l'encontre des créanciers de la faillite.

La faillite posthume est donc moins la conséquence de la constitution des biens héréditaires à l'état de patri-

moins distinct que la survivance de la fiction qui aboutit à la transmission de la personnalité; la faillite persiste sur les biens du défunt, même après sa mort, avec les caractères qu'elle aurait présentés de son vivant et l'événement du décès ne modifie nullement les droits des créanciers dans la faillite. Il n'y a donc pas besoin de recourir à une explication nouvelle pour justifier les résultats satisfaisants que la faillite posthume engendre au profit des créanciers du défunt. La fiction de la continuation de la personne tourne, dans cette hypothèse, à l'avantage des créanciers héréditaires; en effet, si ceux-ci n'ont obtenu qu'un marc le franc dans la faillite, ils auront la faculté d'agir, pour le surplus de leurs créances, contre l'héritier.

Il va de soi, d'ailleurs, que si l'héritier avait continué le commerce du défunt et venait ensuite à cesser ses paiements, ce serait contre cet héritier personnellement que la faillite serait prononcée, mais on se trouverait, dans ce cas, en dehors du domaine d'application de la faillite posthume qui suppose essentiellement une faillite gouvernant la succession à l'exclusion de la fortune propre de l'héritier.

La situation deviendrait singulièrement plus compliquée, si la succession était dévolue à plusieurs héritiers. En l'absence d'une règle établissant, dans notre droit, l'indivisibilité de la liquidation héréditaire, les parts successorales advenant à chacun des héritiers pourraient être traitées différemment au point de vue du mode de

liquidation. Des faillites pourraient s'ouvrir sur la fraction advenant à certains successibles, sans s'étendre au surplus des biens laissés par le défunt (en ce sens, M. Percerou, *Etude précitée*, pp. 92 et s.). Mais si ce résultat est admissible par ceux qui estiment, comme M. Percerou, que la faillite posthume a pour conséquence d'apporter un échec au principe de la continuation de la personne, ceux qui pensent, comme nous, que ce principe traditionnel ne subit aucune dérogation, sont, au contraire, amenés à conclure que, quels que soient le nombre des héritiers et la multiplication des parts successorales, les créanciers du défunt n'en demeurent pas moins en présence d'un patrimoine unique, comme la personnalité dont il était l'expression ; par conséquent, la faillite posthume doit avoir pour résultat d'engendrer l'indisponibilité de ce patrimoine entier, puisque toutes les personnes qui le recueillent sont censées être le même débiteur que le de cujus.

Avec la solution inverse on aboutit à des conséquences singulières ; les créanciers héréditaires seraient admis à produire sur telles parts successorales et non sur d'autres ; ce serait l'inégalité créée entre débiteurs, entre des personnes dont l'auteur avait cependant contracté un engagement unique. Une pareille doctrine ne saurait être sérieusement défendue. Quel que soit le nombre des héritiers en face desquels se trouvent les créanciers du défunt, la faillite doit donc logiquement aboutir à la permanence et à l'identité du régime.

Et après avoir produit ces effets comme si le débiteur était encore vivant, elle prendra fin par les circonstances normales qui terminent une faillite, c'est-à-dire soit par l'union, soit par un concordat.

L'union autorisera les créanciers à réclamer indéfiniment le paiement de leurs titres à l'héritier, si celui-ci n'a pas pris la précaution d'accepter sous bénéfice d'inventaire. Si la faillite est suivie de la délivrance d'un concordat, l'héritier bénéficiaire sera encore exonéré de toute obligation relative à l'acquittement des dividendes concordataires sur son patrimoine propre.

Au contraire, une acceptation pure et simple serait bien autrement préjudiciable à l'héritier (Thaller, n° 1727). Il est certain que l'acceptation pure et simple par l'héritier rend sa condition semblable à celle d'un débiteur solidaire dont le co-débiteur a été déclaré en faillite, puis a obtenu un concordat; or, d'après l'article 545, les remises concordataires ne profitent qu'au bénéficiaire du traité et non à son co-obligé. Le concordat sera donc dépourvu de toute utilité vis-à-vis de l'héritier acceptant pur et simple, puisque la conception de la continuation de la personne astreint personnellement et indéfiniment le successible au paiement des dettes du de cujus.

Telles sont les règles qui gouvernent la liquidation du passif héréditaire lorsque la succession obérée est celle d'un commerçant. La situation présente alors l'avantage incontestable de n'établir aucune cause de préférence entre les créanciers du défunt et l'égalité continue, après

comme avant la mort, de présider à la distribution du patrimoine entre ceux qui, à défaut de paiement, possédaient un titre sur lui.

Mais le régime de la faillite demeure sans application aux non commerçants; cette règle est d'autant plus regrettable que l'idée de la continuation de la personne n'est nullement inconciliable avec la notion d'un règlement collectif. Lorsque, par suite d'un soupçon d'insolvabilité planant sur le patrimoine d'un débiteur, l'héritier ne se décide à accepter la succession que sous bénéfice d'inventaire, les règles qui vont présider au paiement sont en complète antinomie avec celles qui ont été ci-dessus décrites.

En l'absence d'opposition, l'héritier paye les créanciers des légataires à mesure qu'ils se présentent (art. 808). Si une opposition est formée, l'héritier ne peut plus alors payer que dans l'ordre et de la manière réglés par le juge; mais, qu'une opposition ait été ou non pratiquée, les créanciers ne possèdent qu'une ressource certaine, celle d'agir en répétition contre les légataires qui ont été désintéressés avant eux; l'action qui leur est accordée à cet effet se prescrit par trois ans à compter du paiement par l'héritier, du reliquat de son compte (art. 809).

Ce recours, que les créanciers possèdent contre les légataires qui ont été désintéressés avant eux, leur échappe toutes les fois qu'il s'agit de rapports entre créanciers. L'article 809 ne laisse subsister aucun doute, à cet égard, du moins dans l'interprétation qui lui est

unanimement donnée en recevant ce qui leur était dû, les créanciers qui ont été désintéressés les premiers n'ont nullement outrepassé leurs droits; ils ne peuvent donc être assujettis à aucune restitution.

Ainsi se manifeste l'infériorité du bénéfice d'inventaire relativement à la faillite. Chacun des créanciers conserve en principe le droit d'agir personnellement; à aucun moment la liquidation n'est concentrée entre les mains d'un agent chargé d'agir au mieux des intérêts de tous. Ces résultats sont assurément regrettables, mais ici encore ils ne tiennent pas uniquement à l'idée de continuation de la personne; la condition du débiteur civil quant au règlement de ses dettes est loin, en effet, de ressembler, même de son vivant, au régime sous lequel est placé le commerçant insolvable. Celui-ci est exposé à la faillite quand il ne paye pas, à l'échéance, les engagements contractés; le débiteur civil est placé sous une procédure de liquidation qui est infiniment moins unitaire et qui ne répond nullement à l'idée d'égalité. L'acceptation bénéficiaire ne présente pas d'effets sensiblement différents de ceux qu'aurait engendrés la déconfiture, si l'insolvabilité avait été constatée du vivant de l'obligé; l'acceptation bénéficiaire n'est au fond qu'une cause de déconfiture posthume. Ce sont donc les principes de la déconfiture qui vont dominer le règlement du passif héréditaire et la liquidation de la succession obérée d'un commerçant ne diffère pas, en définitive, du règlement du passif d'un non commerçant décédé, par d'autres

traits que ceux qui séparent la déconfiture et la faillite.

Or, ces deux institutions se trouvent en antinomie profonde sur les points suivants : les causes qui y donnent lieu, les effets produits par chaque régime, la condition juridique du débiteur, enfin, le mécanisme de la liquidation sont gouvernés par des règles entièrement dissemblables.

C'est d'abord la cessation des paiements qui détermine la faillite. Dès que ces deux conditions sont réunies : qualité de commerçant et cessation des paiements, un jugement déclaratif intervient et des garanties analogues sont, dès lors, accordées à tous les créanciers. L'acceptation bénéficiaire résulte, au contraire, d'un acte volontaire de l'héritier, passé dans une certaine forme et inspiré par un doute ressenti sur la proportion d'actif et de passif qu'il rencontrera dans la succession. Elle équivaut, en principe, à la déconfiture du défunt et elle devrait, en conséquence, infliger à l'héritier la déchéance du terme inséré dans le titre originaire de l'obligation au profit du débiteur. Et il y a, en effet, des décisions de jurisprudence qui ont accepté ce point de vue (Paris, 7 fév. 1844, *Journal du Palais*, 46, 1, 390 : « Considérant qu'au surplus la succession n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire et que par ce seul fait la créance est devenue exigible »).

Mais la plupart des auteurs se rangent à une autre opinion ; ils partent de cette idée que l'acceptation bénéficiaire ne saurait produire toutes les conséquences de la

déconfiture, attendu qu'elle est, avant tout, une faveur accordée à l'héritier, en vue de le préserver contre les conséquences extrêmes de l'idée de continuation de la personne; une institution favorable au successible ne peut donc pas se retourner contre lui, et le priver d'un des tempéraments apportés à la rigueur de l'exécution (Aubry et Rau, *Cours de Droit civil*, t. VI, p. 612, note 35; Baudry et Wahl, *Traité des successions*, t. II, n° 1790).

Quant aux conséquences produites par l'acceptation bénéficiaire nous savons combien elles s'éloignent de celles qui découlent de la faillite. Dans la faillite, le débiteur dessaisi de son patrimoine n'est plus qu'un spectateur qui assiste, impuissant, aux différentes phases par laquelle va passer la procédure de liquidation de sa fortune. En raison de l'insolvabilité à laquelle il s'est laissé acculer, le débiteur est désormais suspect à la masse de ses créanciers; il ne peut plus accomplir aucun acte sans encourir une présomption de fraude; aussi, l'administration des biens et la mission de liquider passe-t-elle au syndic qui est le représentant officiel des créanciers et doit sauvegarder leurs intérêts. Le débiteur est atteint instantanément de l'interdiction d'aliéner et d'administrer son actif (Thaller, *Traité*, n°s 1699 et 1703; Delamarre et Le Poitevin, *Traité de Droit commercial*, t. VI, n° 66; ces derniers auteurs ont su très bien mettre en relief l'énergie du dessaisissement).

Le dessaisissement, qui correspond à une véritable in-

disponibilité des biens, s'étend, dans la faillite, à tous les droits du débiteur qui ne présentent pas un caractère patrimonial (droits de famille, droits insaisissables, droits strictement personnels); les créanciers sont protégés contre les actes de toute nature, soit judiciaires, soit extra-judiciaires, il n'y a pas de mesure qui protège plus efficacement le gage général des créanciers, au contraire, dans le bénéfice d'inventaire, le législateur n'a pris aucune précaution analogue, l'héritier demeure à la tête d'un patrimoine qui, avant comme après l'acceptation, est légalement le sien, puisqu'il est le continuateur de la personne du défunt, et qu'il exerce sur les biens tous les pouvoirs d'un propriétaire. Comme il est détenteur des valeurs héréditaires, il assume la charge de liquider la succession et c'est seulement dans le cas où il se déroberait à cette fonction, ou bien où les intérêts des créanciers seraient compromis par sa négligence qu'un administrateur viendrait se substituer à lui sur la décision du tribunal (Cass. 5 août 1846, D. 46, 1, 467).

A cet égard on doit remarquer que, si l'idée de continuation de la personne ne subit aucune dérogation réelle, quand l'héritier se décharge volontairement d'une mission qu'il considère comme trop lourde pour lui, il en est autrement quand la révocation de l'héritier comme administrateur est prononcée par suite d'une faute lourde ou d'une négligence grave commise par lui dans la gestion. La continuation de la personne aboutit à cette conséquence pratique que l'héritier est propriétaire, aussi

bien que son auteur, des biens laissés par ce dernier ; or il est singulier de voir un propriétaire déchu d'une des prérogatives inhérentes à son droit : la faculté d'administrer les biens qui lui appartiennent (cf. Percerou, *Rev. trim. de droit civil*, 1905, p. 602, note 2) : « Pourquoi permettre aux tribunaux de dessaisir l'héritier bénéficiaire, continuateur de la personne du défunt, qui par conséquent est en droit de traiter le patrimoine successoral comme le sien propre, alors qu'au contraire on ne leur permet pas de dessaisir le débiteur mis en déconfiture de son vivant ? Juridiquement, il y a contradiction entre ces deux résultats. »

Cependant cette mesure ne nous semble pas en antinomie complète avec l'exercice du droit de propriété qui appartient, sur les biens successoraux, à l'héritier bénéficiaire. Il est admis aujourd'hui que le droit de propriété, malgré son caractère absolu, peut être restreint quand l'intérêt général le commande. Tel est précisément le cas lorsque l'héritier bénéficiaire, qui est chargé d'une fonction d'intérêt général : celle de liquider la succession au nom de tous les créanciers, contrevient à ce devoir.

Mais ce ne sont là que des situations exceptionnelles et, normalement, l'héritier bénéficiaire conserve la détention des biens du défunt ; les créanciers sont, par suite, réduits à suivre sa foi et à s'en rapporter à son honnêteté d'administrateur. Dès lors, la condition juridique de l'héritier bénéficiaire ne peut pas être assimilée à celle d'un syndic de faillite ; la source des différences qui

existe entre les deux situations, réside surtout dans l'idée que l'un est propriétaire et agit sur les biens qui lui appartiennent, tandis que l'autre n'est qu'un administrateur du patrimoine d'autrui. Tous les deux ont, sans doute, des pouvoirs d'administration sensiblement analogues, consistant dans l'exercice des actes conservatoires, dans le recouvrement et le dépôt des créances devenues exigibles à la Caisse des consignations; la vente des meubles corporels, la faculté de conclure des transactions (art. 470, 486, 487) sont du ressort de l'un et de l'autre administrateurs.

Mais, en dehors des mesures prises pour assurer le rendement économique des biens, la loi, dans la faillite, se préoccupe d'annuler les actes qui auraient eu pour objet, dans la période proche du jugement déclaratif, de porter préjudice à ses créanciers (art. 446, 447 et 449). Aucune règle analogue ne se rencontre dans l'acceptation bénéficiaire. Il ne peut être question, d'abord, d'attaquer les actes accomplis par le défunt même à une date voisine de sa mort, puisque aucune présomption de fraude ne planait sur sa conduite. Pour la période postérieure au décès, les actes accomplis par l'héritier ne sauraient être davantage critiqués, la réserve qui a accompagné son acceptation n'a point eu pour conséquence de lui retirer la propriété des biens; s'il excède ses pouvoirs, les opérations accomplies ne sont entachées d'aucune nullité, il ne s'expose qu'à une seule sanction : la déchéance du bénéfice d'inventaire et l'aggravation concomitante de sa qualité

d'héritier. Le principe de la continuation de la personne reprend désormais son empire, et les conséquences qui en découlent, quant au payement indéfini du passif, accablent désormais de tout leur poids l'héritier.

Les créanciers étant, sauf le cas de négligence ou de mauvaise foi notoire, dans l'impossibilité de recourir contre les actes de l'héritier qui présentent seulement un caractère aléatoire ou incertain pour la conservation du patrimoine, ne sont pas, en vertu de l'acceptation bénéficiaire, protégés avec la même efficacité que les créanciers d'une faillite.

L'infériorité du bénéfice d'inventaire s'accuse encore par rapport à la faillite, lorsque l'on envisage le mode d'opérer la liquidation dans les deux régimes. Le législateur commercial impose, dans l'intérêt de la collectivité, le respect des idées de solidarité et d'altruisme aux créanciers du failli. L'idée individualiste au sens étroit, celle qui consiste à ne s'inspirer que de l'intérêt personnel, sans se préoccuper du préjudice porté à autrui, demeure toujours le principe dominant de la liquidation bénéficiaire. Elle ne comporte plus de sacrifices imposés dans l'intérêt commun ; les plus vigilants dans la poursuite prélèvent sur la masse l'intégralité de ce qui leur est dû, sans s'inquiéter de savoir si ceux qui viendront plus tard pourront être désintéressés.

La procédure de la liquidation bénéficiaire obéit à une règle contraire à la justice : celle de l'article 808, § 2, la faculté pour l'héritier de payer les créanciers et les léga-

taires à mesure qu'ils se présentent, sans leur imposer une réduction proportionnelle : « C'est le triomphe de la vigilance, c'est aussi l'inégalité entre créanciers élevée à la hauteur d'un principe de droit. Qu'une succession soit acceptée sous bénéfice d'inventaire, et, le jour même, l'héritier peut désintéresser tel ou tel créancier, il peut se payer lui-même s'il y a lieu. Ces paiements, faits à une époque où l'acceptation bénéficiaire n'est pas encore connue des tiers, sont cependant certainement valables. » (Dupin, *De la faillite civile*, thèse, Grenoble, 1900, p. 91.)

La formation d'une opposition n'a même pas pour effet d'exonérer les créanciers du risque personnel qu'ils courent. L'héritier échappe à toute responsabilité en se bornant à garder les sommes nécessaires pour désintéresser le créancier opposant ; tant pis pour ceux qui arriveront ensuite et qui, vraisemblablement, n'obtiendront rien. Il est admis, en effet, que les retardataires n'ont de recours à former que contre les légataires pendant trois ans à compter du jour de l'apurement du compte et du paiement du reliquat, article 809 ; mais il leur est interdit d'agir en contribution contre les créanciers antérieurement désintéressés, ceux-ci ont reçu simplement leur dû et n'ont point été l'objet d'une faveur particulière (Aubry et Rau, t. VI, § 618, texte et note 62 ; Baudry et Wahl, t. II, n° 451 ; Huc, *Commentaire du Code civil*, t. V, n° 246).

Dans ces conditions, le bénéfice d'inventaire, aboutissant à établir entre les créanciers des inégalités choquantes, est une institution manifestement défectueuse ;

d'autant plus qu'aucun reproche ne saurait être adressé aux créanciers qui n'ont pas agi en temps utile ; ils n'ont pu être avertis par un régime de publicité destiné à porter l'acceptation bénéficiaire à la connaissance de tous ; la déclaration, que l'héritier doit passer obligatoirement au greffe, n'équivaut pas à une mesure susceptible de porter l'acceptation bénéficiaire à la connaissance du public. Aussi ne faut-il pas s'étonner des propositions qui ont été formulées pour instituer, à partir de la déclaration au greffe, un certain délai pendant lequel l'héritier ne pourrait consentir aucun paiement, les créanciers étant invités à se révéler à lui (Dupin, p. 93).

La Commission de revision du Code civil s'est occupé également de la question. Dans le questionnaire rédigé par M. Baudoin pour servir de base aux travaux de la quatrième Sous-Commission qui s'occupe de la matière des successions, une place est accordée à cette préoccupation et, du moment que les tiers ont intérêt à connaître le bénéfice d'inventaire, M. Baudoin demande s'il ne conviendrait pas de donner à l'acceptation bénéficiaire une publicité plus grande que celle qui résulte de sa réception au greffe, de la faire, par exemple comme le code italien, transcrire au bureau des hypothèques du lieu où la succession s'est ouverte, dans un délai à fixer et insérer par extraits dans les journaux d'annonces judiciaires (*Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907 p. 404).

Il semble que la meilleure des réformes consisterait dans la suppression du droit de poursuite individuelle des créan-

ciers, de sorte que le régime de la liquidation bénéficiaire ne comporterait plus qu'une procédure collective. Heureusement, la jurisprudence s'est efforcée déjà de devancer la réforme législative et, comprenant que l'incohérence des poursuites individuelles constitue une des lacunes les plus regrettables de notre droit, elle a imaginé, dans certains cas, sous l'acceptation bénéficiaire, la pratique de l'administration sequestre, sur laquelle nous reviendrons et qui a pour but d'atténuer la différence entre la déconfiture et la faillite.

CHAPITRE III

LE SYSTÈME ALLEMAND DE LA SUCCESSION AUX BIENS

L'absence de procédure collective égalitaire est le trait caractéristique de la liquidation bénéficiaire en droit français. Elle a été organisée ainsi par un respect peut-être exagéré de l'idée de continuation de la personne ; car il ne semble pas qu'il y ait contradiction entre cette conception traditionnelle et l'établissement d'un mode de règlement collectif.

Mais il y a d'autres pays, et notamment l'Allemagne, qui se rattachent à une autre conception, et qui font prédominer le concept de la succession aux biens sur celui de la continuation de la personne.

Le système germanique conçoit facilement qu'un patrimoine puisse exister, indépendamment d'un titulaire actuel qui en soit le sujet. Par conséquent, des dettes peuvent être afférentes à un patrimoine et avoir pour gage uniquement l'actif du patrimoine, sans que le titulaire actuel soit personnellement obligé. La succession se présente alors comme une masse de biens déterminés,

dont l'héritier est beaucoup moins le propriétaire que le liquidateur ; c'est une universalité juridique indépendante qui doit être liquidée à part, le titulaire n'étant plus là pour faire face à ses obligations. Dès lors les dettes héréditaires n'ont pas d'autre gage que les biens successoraux, elles portent sur les biens et non sur la personne de l'héritier. En conséquence, cet héritier, qui est ainsi proposé à la liquidation ne doit payer les dettes que dans la mesure de l'actif et, bien entendu, il conserve l'espoir de voir l'excédent lui revenir.

Le bénéfice d'inventaire appartient donc, pour ainsi dire, de droit à tout héritier en Allemagne. Ce principe ne reçoit d'échec que si l'héritier a laissé se confondre les biens héréditaires avec son propre patrimoine. Cette confusion de fait est présumée lorsque l'héritier, dans un délai déterminé par la loi à partir du moment où il a connu sa vocation héréditaire, n'a pas dressé un inventaire détaillé de la succession.

Le rôle du bénéfice d'inventaire dans la législation allemande n'est plus de mettre fin à la responsabilité personnelle et illimitée de l'héritier ; cette mesure n'est nécessaire que pour consolider définitivement le principe de la responsabilité restreinte du successible. En outre, le principe ainsi consacré n'aboutit plus à permettre à l'héritier de payer les créanciers au fur et à mesure qu'ils se présentent ; les premiers venus ayant seuls la chance d'être intégralement désintéressés, tandis que les autres seraient sacrifiés. Le droit allemand part de l'idée, très

juste, que le principe de responsabilité limitée n'offre d'intérêt qu'au cas d'insuffisance de l'actif par rapport au passif; il est manifeste que l'héritier ne doit s'abriter derrière une responsabilité restreinte qu'à la condition de se porter lui-même le liquidateur de la succession et de procéder aux paiements de la même manière qu'un syndic de faillite. Tel est, dans ses grandes lignes, le système allemand de la responsabilité restreinte admise comme principe, sauf déchéance au cas de confusion des patrimoines, à raison de l'absence d'inventaire dans un délai déterminé.

Ce système est opposé à celui d'après lequel l'héritier, par le seul fait de l'acquisition de l'héritage, devient le débiteur personnel des créanciers du défunt.

Historiquement, la conception la plus ancienne est assurément celle de la représentation par l'héritier de la personnalité juridique du défunt. C'est elle que l'on rencontre dans le droit romain; mais bien qu'imbue des principes de ce droit, la coutume allemande s'est, de bonne heure, décidée à maintenir distincts le patrimoine du défunt et celui de l'héritier (Cf. Cazelle, thèse, pp. 151 et suiv.). On considère comme un axiome, en Allemagne, que l'héritier ne doit payer les dettes qu'avec le patrimoine qu'il a recueilli, et ses biens propres sont placés à l'abri de toute poursuite de la part des créanciers héréditaires. « Le droit germanique résista victorieusement aux assauts des théories romaines, le principe de la succession aux biens avait été maintenu et les attaques de la

continuation de la personne n'avait eu d'autre résultat que celui de lui faire prendre conscience de soi-même sans pouvoir l'entamer. » (Cazelles, p. 151).

Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'en présence d'une tradition aussi soutenue, le législateur allemand, lors de la préparation du Code civil, ait pris parti en faveur de l'idée de succession aux biens qui était chère aux mœurs germaniques. L'héritier allemand ne recueille pas les biens comme continuateur de la personne du défunt ; c'est en vertu d'un droit propre, tiré sans doute de la co-propriété familiale qu'il succède, et la conséquence est la limitation de son obligation au passif.

Déjà le premier projet de code civil (Motifs, vol. p. 670) avait consacré, dans une certaine mesure, le système du droit germanique. Le principe romain de la succession universelle y était, à la vérité, respecté en ce sens que l'héritier devenait, de plein droit, obligé personnellement aux dettes, mais le premier projet faisait aussi la part de la théorie nationale en décidant que, aussitôt après le décès, il y avait séparation des patrimoines indépendamment de toute déclaration de l'héritier et même d'un inventaire. Les rédacteurs du projet déclaraient, à cet égard, que l'héritier est, sans doute, débiteur personnel des dettes héréditaires, d'où il résulte que, si l'hérédité est solvable, il n'y a pas de séparation des patrimoines à invoquer par l'héritier ; mais, en même temps, l'héritier possède, en vertu de la loi, le bénéfice d'inventaire, il est de plein droit. héritier bénéficiaire, peut invoquer la sépa-

ration des patrimoines et réduire les créanciers à ne posséder pour tout gage que les biens de la succession.

Le principe de la responsabilité restreinte était mis en œuvre, dans le premier projet, par voie, soit de liquidation collective, soit de liquidation individuelle. Des sommations publiques étaient adressées aux créanciers pour les engager à se révéler, car il est indispensable que les créanciers connaissent le montant du passif dès le moment même où l'héritier est appelé à prendre partie. Une fois cette procédure terminée et l'héritier fixé sur le montant du passif, il savait s'il devait faire ouvrir la faillite ou attendre des poursuites individuelles.

La responsabilité restreinte était bien subordonnée, dans le premier projet, à la rédaction de l'inventaire ; mais l'inventaire ne devait plus être dressé dans un délai légal partant d'une époque indiquée d'avance ; un délai judiciaire facultatif était accordé par le juge sur la demande d'un créancier. Par suite, si aucun créancier ne se livrait à une démarche de ce genre, l'héritier pouvait attendre indéfiniment sans faire inventaire, et il n'en demeurerait pas moins héritier bénéficiaire. Les rédacteurs avaient cherché à justifier la concession de ce délai indéterminé en alléguant que les créanciers pouvaient ignorer l'ouverture de la succession et ne se révéler que tardivement.

Enfin l'actif et le passif une fois déterminés, l'option s'ouvrait, pour l'héritier, entre la liquidation collective par voie de faillite et l'éventualité des poursuites individuelles.

Sur ces points le premier projet a été modifié par la rédaction définitive, qui consacre nettement le principe de la succession aux biens (Cf. Cazelles, pp. 156 et suiv.) et Percerou, *La liquidation du passif héréditaire en droit comparé*, *Rev. trim. de Droit civil*, 1905, pp. 811 et suiv.). Le principe de la liquidation individuelle par l'héritier a été complètement abandonné. Jamais le successible ne sera chargé d'établir lui-même la part qui doit revenir aux créanciers de la succession. Le second projet a introduit un nouveau procédé de liquidation collective : la curatelle ou administration de la succession (art. 1975 à 1999, Code civil allemand). Le système romain et français de la liquidation individuelle par les soins de l'héritier n'est plus suivi. Il y a toujours liquidation collective ; elle peut se pratiquer sous trois formes différentes : curatelles, faillite et abandon de la succession.

Mais, avant de tracer le tableau sommaire de cette liquidation collective, il faut indiquer les mesures préparatoires, qui consistent dans les sommations publiques faites aux créanciers, l'inventaire, et les exceptions dilatoires.

I. — *Les sommations publiques.* — L'héritier qui acquiert une succession peut ne pas en connaître suffisamment les éléments d'actif et de passif ; il faut donc que la loi lui offre un moyen de se renseigner. La première mesure indispensable est, par suite, de faire apparaître le passif, la deuxième de dégager l'actif. Enfin il faut songer à garantir l'héritier contre des poursuites individuelles

tant que la perspective d'une liquidation collective demeure possible. Le Code civil allemand a donné satisfaction à toutes ces préoccupations par les mesures préparatoires connues sous le nom de sommations publiques, d'inventaire et d'exceptions dilatoires.

Le but de la sommation publique ou procédure de convocation (*Auf Gebots verfahren*, art. 1970 à 1974, Code civ. allemand) n'est pas seulement de constater l'état du passif, il est surtout de le fixer d'une manière irrévocable ; sont exclus les créanciers qui ne se sont pas révélés dans le délai. Seulement, ce n'est pas là le seul procédé de forclusion concernant les créanciers. L'article 1974 assimile aux créanciers forclos à défaut de réponse à une sommation publique, ceux qui, même en dehors de toute sommation publique, ne se révèlent qu'à l'expiration de cinq ans depuis l'ouverture de la succession. Il y a donc deux modes de forclusion des créanciers : le mode ordinaire à la suite d'une sommation ; et un mode exceptionnel, l'expiration du délai de cinq ans fixé par l'article 1974.

La sommation publique est une procédure de publicité organisée par voie judiciaire et réglementée par les articles 1970 à 1974 du Code civil, et 950 et suivants du Code de procédure. Elle consiste dans un appel public adressé à tous les créanciers héréditaires, avec invitation d'avoir à produire dans un certain délai de six semaines à six mois, à l'expiration duquel ceux qui ne se sont pas fait connaître sont déclarés forclos et ne peuvent plus exercer

leurs droits que sur ce qui reste de la masse successorale, après payement des créanciers non forclos.

Cette sommation publique a lieu notamment par insertion dans les journaux; elle doit être demandée à la requête, soit de l'un des héritiers, soit de l'administrateur de la succession, s'il y a administration judiciaire; soit de l'exécuteur testamentaire. Une seule condition est exigée de l'héritier pour requérir cette sommation publique: il ne doit pas s'être soumis irrévocablement à la responsabilité illimitée, par suite de l'expiration du délai d'inventaire. Il est certain, en effet, que, lorsque la responsabilité illimitée de l'héritier est devenue un fait acquis, il n'y a plus aucun intérêt à la connaissance immédiate de l'actif ou du passif héréditaire, puisque les créanciers auront toujours action sur les biens personnels du successible. Les sommations publiques seraient même alors parfaitement inutiles, car la forclusion des créanciers ne consiste pas du tout dans une extinction de leurs créances; elle a seulement pour conséquence d'empêcher les créanciers forclos de venir concourir sur l'actif héréditaire avec les créanciers qui ont produit à temps, en sorte que les retardataires sont réduits à l'excédent d'actif qui peut subsister après le payement de ceux qui se sont révélés.

Cette sommation publique s'adresse à tous les créanciers, sauf à ceux qui n'ont pas pour garantie l'ensemble de la succession, et qui sont armés d'un droit de préférence sur un bien particulier (Créanciers gagistes, ou

hypothécaires, etc.). La procédure de la convocation ne s'expliquerait pas en ce qui les concerne, car la sommation publique a pour résultat d'exclure les créanciers forclos de tout concours avec les autres ; on ne peut pas l'appliquer à des créanciers qui possèdent un droit exclusif sur une parcelle du patrimoine et qui, d'ailleurs, seront connus, par suite soit de la possession du bien remis en gage, soit de la publicité de l'hypothèque. Aussi l'article 1971 décide que les créanciers gagistes, ceux qui en matière hypothécaire leur sont assimilés et ceux qui possèdent un droit de préférence en matière immobilière ne sont pas atteints par la procédure de sommation publique ; peu importe qu'ils ne produisent pas dans le délai, leurs titres restent intacts.

De même, en vertu de l'article 1972, la procédure de convocation demeure logiquement indifférente aux héritiers réservataires et aux légataires ; les héritiers réservataires, cela va de soi, se connaissent réciproquement ; les légataires ne sont pas davantage ignorés par eux ; au cas où on ne soupçonnerait pas leur existence, il n'en pourrait être ainsi qu'à raison de la non découverte du testament ; en pareille circonstance, les légataires eux-mêmes ignoreraient leurs droits et, si on les déclarait forclos, ils seraient déchus, avant même d'être instruits de la libéralité qui leur a été consentie. Seulement les créanciers seront toujours payés avant les héritiers réservataires et légataires.

Le grand intérêt que présente, pour l'héritier, cette

procédure de convocation publique est qu'il se trouve dégagé, vis-à-vis de ceux qui n'ont pas produit à temps, de toute obligation *ultrà vires hereditatis* ; il n'est responsable à leur égard que du reliquat de l'actif disponible après paiement des créanciers produisants. Telle est la solution formelle de l'article 1973, aux termes duquel « l'héritier peut refuser de satisfaire un créancier forclos à la suite de la procédure des publications, lorsque la masse est épuisée par le paiement des créanciers non forclos. L'héritier doit néanmoins satisfaire les créanciers forclos avant d'acquitter les obligations résultant des droits de réserve, de legs et de charges, à moins que le créancier ne fasse valoir sa créance qu'après l'acquittement de ces obligations. L'excédent doit être abandonné par l'héritier, en vue de satisfaire les créanciers par voie d'exécution forcée, d'après les dispositions sur la restitution de l'enrichissement sans cause ».

Mais, si le successible n'avait point procédé aux som-mations publiques et avait payé les créanciers au fur et à mesure qu'ils se présentent, alors, en cas d'insuffisance de l'actif successoral, il pourrait être déclaré responsable sur ses biens personnels vis-à-vis des créanciers non désintéressés (art. 1979 et 1980). L'article 1980 traite de négligent et par conséquent de responsable l'héritier qui ne demande pas l'appel, par publication, des créanciers de la masse. L'héritier allemand agira donc prudemment, s'il n'est pas certain de la consistance de la succession, en procédant, avant de ne rien payer, à l'appel des créanciers.

II. — *L'inventaire* est une garantie offerte d'abord aux créanciers ; elle a pour but de fixer la consistance de l'actif héréditaire et d'empêcher l'héritier de le détourner ; en même temps le successible est renseigné sur la valeur de l'actif ; mais ce point de vue ne présente plus en Allemagne la même importance qu'en France, puisque en procédant à l'appel des créanciers, l'héritier décline toute responsabilité illimitée.

Il n'y a pas de délai fixé dans lequel l'héritier doit assurer la confection de l'inventaire. C'est seulement à la demande d'un ou de plusieurs créanciers que le tribunal peut impartir au successible un délai d'au moins un mois, en vue de faire rédiger cette pièce par acte public, articles 1994, 1995 et 2002. A défaut d'établissement d'inventaire dans cette période, ou en cas d'omission, de fraude susceptibles de nuire au créancier, l'héritier répond indéfiniment du passif successoral (art. 2003).

III. — *Les exceptions dilatoires.* — Elles ont pour but, tant que l'inventaire n'est pas terminé, d'épargner à l'héritier l'obligation des paiements individuels. La base essentielle du système allemand sur le règlement du passif successoral est, en effet, que, si l'héritier éprouve le moindre doute sur la solvabilité, il doit se refuser à payer les créanciers individuellement et recourir à la liquidation collective. Mais, pour y arriver, il a besoin d'un certain délai pour se rendre compte des forces de la succession ; il faut donc que, pendant cette période, il soit autorisé à repousser les poursuites individuelles (s'il

les acceptait, il deviendrait responsable). Il lui importé de n'être pas constitué en demeure, s'il refuse de payer ; c'est dans ce but qu'ont été instituées les exceptions dilatoires des articles 2014 et suivants : Pendant les trois premiers mois, qui suivent l'ouverture de la succession, l'héritier peut se refuser à payer les dettes du défunt, non seulement sur ses biens personnels, mais encore sur ceux de la succession : « Si l'héritier, porte l'article 2015, a fait, dans le délai d'une année après l'acceptation de la succession, la demande tendant à l'appel des créanciers de la masse et si sa requête est admise, il a le droit de refuser l'acquittement d'une obligation de la masse et si sa requête est admise, il a le droit de refuser l'acquittement d'une obligation de la masse jusqu'à l'expiration de la procédure des publications.

Après ces mesures préliminaires, trois procédures de liquidation du passif sont possibles : curatelle, faillite et abandon de la succession. Ces trois procédés mettent en œuvre le principe de la responsabilité limitée de l'héritier, mais il importe de remarquer que l'inventaire, à lui seul, ne suffit pas à l'engendrer dans la conception allemande. Le seul fait de l'inventaire n'est pas considéré par le droit allemand comme suffisant pour entraîner la responsabilité limitée et il existe, en effet, deux motifs de cette solution : d'abord l'inventaire n'intervient pas forcément dans un délai légal à partir de l'ouverture de la succession ; il peut n'être réalisé que longtemps, peut-être, après l'acceptation et la prise de possession par

l'héritier. Dans ces conditions, il y aurait à craindre que l'héritier ne fût plus en état de le dresser, ou fût tenté d'y commettre des dissimulations. Puis l'inventaire, à lui seul, n'implique pas la liquidation collective ; or, dans la conception allemande, toute limitation de responsabilité doit entraîner comme corollaire immédiat une distribution proportionnelle de l'actif, opérée non plus par l'héritier, mais par voie de liquidation judiciaire ou administrative.

I. — *La faillite de la succession (Nachlaz-Konkurs)*. — Cette question est réglée par la loi des faillites, refondue en 1898, articles 214 à 235, et par les articles 1975, 1980, 1988 et 1989 du Code civil. La faillite se caractérise par ce fait qu'elle est organisée uniquement dans l'intérêt des créanciers ; l'intérêt de l'héritier disparaît, puisqu'il est sûr de ne rien toucher. Aussi, à côté du syndic ou administrateur, une place considérable est accordée au groupe organique des créanciers. Ceux-ci interviennent en assemblée, soit pour prendre des décisions, soit pour donner des autorisations. On ne rencontre pas cette organisation des créanciers dans l'administration judiciaire des successions.

Autre différence avec celle-ci : la faillite se distingue par ce trait qu'il y a nullité possible de certains actes antérieurs de l'héritier, sous des conditions extérieures de délai ou de preuves à fournir.

D'autre part, les créances donnent lieu à un examen plus minutieux qu'en l'absence de faillite.

L'administration judiciaire, au contraire, laisse subsister intacts les actes d'administration et de disposition accomplis antérieurement par l'héritier ; ces actes peuvent engendrer, non une nullité, mais seulement une responsabilité de l'héritier sur ses biens personnels. C'est ainsi que les paiements antérieurement consentis par l'héritier demeurent inattaquables.

L'administration de la succession est, comme la faillite, une procédure de liquidation collective ; mais elle ne s'applique plus à un patrimoine dont l'insolvabilité soit certaine et établie, et qui paraisse destiné à être fatalement absorbé par les créanciers. Ce procédé de liquidation n'exclut nullement l'éventualité d'un excédent d'actif, qui serait alors réservé à l'héritier. La différence essentielle avec la faillite, qui suppose toujours l'insolvabilité de la masse héréditaire, c'est que, sous le régime de la curatelle, on ne doit pas traiter la succession comme une masse dont l'héritier se désintéresse pour l'avenir ; cette masse ne cesse pas de lui appartenir et un reliquat d'actif peut apparaître à son profit. Dès lors, si en pareil cas, les intérêts des créanciers doivent être avant tout sauvegardés, les droits de l'héritier ne doivent pas davantage être méconnus.

Cette administration judiciaire de la succession est considérée en Allemagne comme le corollaire forcé de l'idée de séparation de patrimoine ; ce concept n'engendre à la charge de l'héritier qu'une responsabilité limitée aux

biens de la succession, responsabilité *cum viribus* et non *pro viribus*.

La faillite, comme la curatelle, peut être provoquée soit par l'héritier lui-même sans aucune exigence de délai, soit par les créanciers pendant les deux ans qui suivent l'acceptation. La faillite successorale permet à l'héritier de dégager sa responsabilité personnelle et de se décharger du soin d'administrer la succession. Quant à l'intérêt des créanciers à réclamer la faillite plutôt que la curatelle, il est manifeste, puisque la faillite seule les autorise à faire valoir les nullités de la période suspecte, qui permettront d'augmenter l'actif partageable.

II. — *La curatelle de la succession* ; articles 1975 à 1989, Code civil allemand. — Elle consiste en une administration officielle de la succession par un curateur désigné judiciairement et qui, considéré comme le mandataire légal de l'héritier, se substitue à lui dans la liquidation de l'hérédité, paye les créanciers à sa place et recouvre les créances. Elle se rapproche extérieurement de la faillite par l'aspect des opérations d'ensemble qu'elle comporte.

Cette mesure est ordonnée par le tribunal de la succession (art. 1981), qui doit la publier par la voie du journal destiné à ce genre d'information (art. 1983).

Elle est requise, soit par les créanciers du défunt, soit par le successible lui-même (art. 1981). Elle est ordonnée à la requête d'un créancier héréditaire lorsque, d'après l'article 1981, il y a lieu d'admettre que la satisfaction

des créanciers de la masse sur celle-ci est compromise par la conduite ou la situation de fortune de l'héritier. Elle est provoquée par l'héritier (même texte), lorsque la preuve de l'insolvabilité de la succession n'est pas facile à établir (cas auquel la faillite serait préférable, parce qu'elle déchargerait immédiatement le successible des soucis de l'administration). Ainsi, lorsque l'héritier redoute, sans en être certain, que la liquidation ne se solde par un déficit, il aura la ressource de solliciter l'ouverture de la curatelle ; elle lui appartiendrait aussi si, malgré sa confiance dans la supériorité de l'actif sur le passif, l'héritier se montrait peu désireux d'assumer les charges de la liquidation. Les héritiers ont donc, comme les créanciers, un intérêt certain à requérir la curatelle.

Mais, qu'elle soit demandée par l'un ou par l'autre, à partir du moment où elle est organisée, l'administration de la succession est enlevée à l'héritier. Il est dessaisi au profit d'un curateur ou administrateur de la succession nommé par la justice et qui représente légalement la succession, qui agit à la fois au nom de l'héritier et dans l'intérêt des créanciers, pour tous les actes et procès concernant l'hérédité. L'article 1984 est formel à cet égard, l'héritier perd le droit d'administrer la succession et d'en disposer. Dès lors, il n'y a plus de confusion entre les biens du de cujus et ceux de l'héritier ; les créances et les dettes qui existaient entre les deux patrimoines revivent immédiatement.

Le curateur, une fois entré en fonctions, doit recourir

à la procédure provocatoire, au cas où l'héritier n'aurait encore adressé aucune sommation publique.

Quant aux pouvoirs du curateur, ils sont fixés par le Droit commun, c'est-à-dire qu'on transporte à la curatelle de succession, les dispositifs relatifs à la tutelle. Or, en matière de tutelle, l'autorisation du tribunal de tutelle est nécessaire pour la vente des immeubles (art. 1931). Ce sera ici le tribunal d'ouverture de la succession qui remplacera le tribunal de tutelle (art. 1962). Une différence essentielle se manifeste donc, à ce point de vue, entre la curatelle et la faillite de la succession. En cas de faillite, l'autorisation nécessaire pour vendre les immeubles est donnée par l'assemblée des créanciers ; dans la curatelle, au contraire, elle doit être demandée au tribunal de la succession. La divergence de ces solutions s'explique : les intérêts des créanciers sont seuls en cause dans la faillite, tandis que, dans l'administration de la curatelle, les intérêts de l'héritier ne doivent pas être négligés. Il est donc juste que la justice ait le dernier mot dans ce cas ; car son impartialité ne saurait être soupçonnée.

Le curateur est responsable de sa gestion (art. 1985) et cette responsabilité est appréciée plus sévèrement que celle d'un mandataire gratuit puisqu'il est salarié.

Les poursuites individuelles des créanciers sont suspendues, c'est le curateur qui est chargé de liquider le passif ; il donne d'abord satisfaction aux créanciers, ensuite aux personnes qui ont droit à l'exécution d'une

charge héréditaire (comme une rente foncière), enfin aux héritiers réservataires, puis, s'il reste un excédent d'actif, aux légataires. Dans chaque ordre, les droits de même nature sont appelés à subir une réduction proportionnelle.

Seulement, il est intéressant 1° de se demander ce qu'il advient de l'administration de l'héritier antérieurement à l'ouverture soit de la faillite, soit de l'administration judiciaire de la succession ; puis 2° que décider relativement aux paiements qui ont pu être effectués par l'héritier avant l'ouverture de la procédure de liquidation (art. 1878-79) ?

1° Quant à la responsabilité de l'héritier relativement à l'administration antérieure, l'article 1978 pose le principe. En cas de faillite, certains actes antérieurs à ce régime peuvent être annulés au profit des créanciers. L'annulation de plein droit est prononcée, en ce qui touche les dispositions à titre gratuit, ainsi que les paiements des legs, l'acquittement des droits de réserve ou des charges héréditaires ; en un mot, tous les paiements de créanciers qui ne devraient être désintéressés qu'après la liquidation des dettes ordinaires peuvent être remis en question. S'il y a administration judiciaire ou s'il y a curatelle, les actes dont il s'agit ne sont pas rescindables, mais l'héritier encourt sur ses biens personnels une responsabilité indéfinie pour les actes qui auraient été annulés dans la faillite.

Le principe est donc que, jusqu'à l'ouverture de la curatelle et de la faillite, l'héritier, propriétaire des biens

successoraux, est qualifié pour les administrer ou en disposer, sans qu'il compromette l'éventualité d'une liquidation collective et le principe de la responsabilité restreinte. Mais les actes de disposition accomplis par l'héritier ne sont plus possibles après qu'il a demandé la liquidation collective, puisqu'il est désormais dessaisi de la possession des biens du défunt. C'est une différence considérable avec le système français, qui frappe l'héritier bénéficiaire, coupable d'agir en libre propriétaire, de la déchéance de son bénéfice. En Allemagne, tant que le règlement collectif n'a pas été organisé, l'héritier peut disposer à son gré, sans perdre, pour cela, la faculté de se prévaloir dans la suite de sa responsabilité limitée.

Il ressort de l'article 1978 que l'héritier qui accepte la succession doit prévoir que les circonstances pourront l'amener ultérieurement à invoquer son principe de responsabilité restreinte et à demander la faillite ou la curatelle. Il doit donc se considérer comme étant éventuellement administrateur dans l'intérêt des créanciers successoraux; par suite, si, plus tard, la faillite ou la curatelle sont organisées, l'héritier sera, pour tous les actes antérieurs, considéré comme étant le mandataire des créanciers. Son mandat aura consisté à rendre possible la liquidation collective de l'hérédité. Donc, antérieurement aux événements dont il s'agit, l'héritier doit administrer de manière à porter au maximum la valeur économique des biens du défunt, puisqu'il peut être

appelé à les restituer aux créanciers. Il a donc intérêt à faire dresser un inventaire de la succession.

2° A-t-il le droit de donner satisfaction à des poursuites individuelles des créanciers ? Il faut admettre qu'il nedoit et ne peut payer les dettes que lorsqu'il est constitué en demeure dans la poursuite ; or, dans les douze premiers mois qui suivent l'acceptation, la poursuite est insuffisante à constituer l'héritier en demeure ; puisqu'il bénéficie de l'exception dilatoire. Puis, lorsque l'héritier a adressé des sommations publiques aux créanciers, il a le droit de refuser l'acquittement des obligations de la masse, jusqu'à l'expiration de la procédure des publications (art. 2015).

Cependant, on peut supposer que, l'héritier ayant payé intégralement, dès son acceptation, un ou plusieurs créanciers, une liquidation collective s'ouvre plus tard et n'aboutit qu'à une distribution de dividendes aux ayants droit. Dans ces conditions, comment faut-il régler le paiement intégral qui a été consenti par avance, à un ou à plusieurs créanciers ? Ceux-ci vont-ils être tenus de rapporter ce qu'ils ont obtenu en trop ? S'ils le gardent par devers eux, l'héritier ne va-t-il pas être obligé de restituer les sommes dont il a ainsi disposé ? Ou bien encore, des paiements intervenus dans ces conditions sont-ils aux risques des autres créanciers ?

Cette question est résolue par l'article 1979, qui est commun à la faillite et à la curatelle. Le législateur allemand a considéré qu'il était excessif de faire toujours

supporter par l'héritier les conséquences d'un paiement intégral imprudemment consenti. La succession a pu lui apparaître comme parfaitement solvable, lors de la première poursuite individuelle; puis, l'insolvabilité est survenue tout d'un coup, par suite d'un événement imprévu, d'un cas fortuit. Il serait alors injuste de faire supporter à l'héritier les conséquences du paiement consenti; donc, en pareilles circonstances, des poursuites individuelles ont pu obtenir satisfaction sans que le successible en coure aucun risque. La dette payée dans ces conditions aura été définitivement acquittée à la charge, aux frais et aux risques de la succession, et, par conséquent, des autres créanciers. Nous venons ainsi de donner la paraphrase de l'article 1979, aux termes duquel tous les paiements auxquels aura procédé l'héritier, antérieurement à la curatelle ou à la faillite, seront censés opérés pour le compte de la succession, lorsqu'au moment où ils ont été effectués l'héritier avait tout lieu de croire que la succession suffirait à acquitter le passif.

Telle est la manière dont la législation allemande a résolu le problème de la responsabilité de l'héritier, pour les actes antérieurs à l'ouverture de la curatelle ou de la faillite.

III. — *L'abandonnement de l'hérédité (Abzugseinrede)* (V. les art. 1982, 1988, § 2, 1990 et 1991 du C. civ., 107 et 204 de la loi des faillites). — Si l'actif héréditaire n'est même pas suffisant pour couvrir les frais, soit de la curatelle, soit de la faillite, aucune de ses procédures ne

devrait être ouverte et elles seraient interrompues immédiatement, si elles avaient déjà été ordonnées. Mais il n'en résultera pas pour le successif une obligation indéfinie aux dettes. L'article 1990, § 1, lui permet de refuser satisfaction à un créancier de la masse dans la mesure où celle-ci est insuffisante, sauf, dans ce cas, l'obligation de procéder à l'abandon de l'hérédité, en vue de satisfaire le créancier par voie d'exécution forcée. Peu importe, d'ailleurs, que le créancier dont il s'agit, ait, après la dévolution obtenu un droit de gage ou une hypothèque par voie d'exécution forcée ou de saisie-arrêt (art. 1990, § 2).

Mais alors, comme l'actif successoral n'est pas suffisant pour couvrir les frais d'une liquidation collective, les créanciers reprennent leurs droits de poursuite individuelle ; toutefois, l'héritier a droit au prélèvement de ses impenses justifiées (art. 1978), car il est toujours censé avoir administré provisoirement la succession comme mandataire des créanciers du défunt.

Telles sont les principales règles applicables à la liquidation du passif héréditaire en droit allemand. Elles se caractérisent en définitive par deux idées principales : 1° par suite de la substitution de l'idée de succession aux biens à celle de transmission de la personne, l'héritier n'est pas astreint en principe, au paiement des dettes de son auteur ; 2° le droit allemand a recouru à une institution fort ingénieuse, celle de la liquidation collective de la succession par les soins d'un administra-

teur judiciaire, alors même que l'hérédité n'est pas en état d'insolvabilité réelle. Les intérêts des créanciers sont ainsi étroitement sauvegardés, et, dans ces conditions, la législation allemande paraît en progrès sur la législation française.

Mais il reste à se demander si, même en maintenant le concept traditionnel de la continuation de la personne, il ne serait pas possible d'organiser, en droit français, une procédure qui permette d'obtenir des résultats sensiblement analogues à ceux de la curatelle allemande, et d'où seraient désormais proscrites les poursuites individuelles des créanciers.

CHAPITRE IV

L'ŒUVRE DE LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE EN MATIÈRE D'ACCEPTATION BÉNÉFICIAIRE; LA LIQUIDATION EN DEHORS DE L'HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE

Il existe encore en France beaucoup de bons esprits qui paraissent s'attacher étroitement à la conservation de la fiction sur laquelle est fondé tout notre système successoral français et qui aboutit au maintien de la continuation de la personne du défunt par l'héritier. Ce système apparaît, en France, comme le résultat d'une longue tradition, remontant au droit romain et qui a survécu à tous les bouleversements législatifs. Déjà admise par l'ancien droit, cette conception n'a pas disparu pendant la période révolutionnaire et elle a été acceptée sans discussion par les rédacteurs du Code civil de 1804.

Elle peut s'expliquer, rationnellement tout au moins, pour une certaine catégorie d'héritiers, ceux dont la vocation héréditaire est assez énergique pour être sanctionnée par une réserve. On leur reconnaît, sur le patrimoine de leur auteur, un droit assez puissant pour que celui-ci ne puisse le leur enlever par une libéralité entre vifs ou tes-

tamentaire. Dès lors, n'est-il pas juste que des personnes qui sont considérées comme co-propriétaires et qui succèdent à l'intégralité de l'actif, soient appelées, par une réciprocité logique, à supporter tout le poids des dettes que le défunt avait contractées ? Du moment que le père de famille est tenu de transmettre une notable partie de ses biens à ses enfants, ceux-ci doivent être rationnellement contraints de payer *ultra vires* la fraction correspondante du passif.

L'obligation *ultra vires* est, d'ailleurs, conforme aux idées et aux mœurs, qui ne supporteraient pas facilement que l'héritier pût, de plein droit et sans avoir pris aucune précaution préalable, s'affranchir de toute poursuite héréditaire, au delà de l'actif successoral : « Lorsqu'un homme meurt, il faut, de toute nécessité, que les rapports juridiques qui l'enserraient de son vivant subsistent après sa disparition. L'existence de la société est à ce prix ; c'est l'intérêt des créanciers, c'est celui du débiteur lui-même. Qui traitera avec lui, sans cela ? C'est la base du crédit et de la vie sociale. » (Baudouin, « *Rapport destiné à servir de base aux travaux de la 4^e Sous-Commission de revision du Code civil.* » *Bull. de la Soc. d'Et. Lég.*, 1907, p. 83).

Mais s'ensuit-il que cette conception, dont le maintien peut, à la rigueur, être accepté, ne puisse se concilier avec aucune procédure de liquidation collective dans l'intérêt des créanciers ? Rien ne semble l'exiger. Les Romains déjà, décidaient que l'héritier était tenu indéfi-

niment du passif successoral ; la morale paraissait leur commander d'imposer à l'héritier de payer les dettes héréditaires ; mais ils s'étaient préoccupés d'instituer un mode de liquidation qui fût de nature à permettre à tous les créanciers de recevoir un paiement proportionnel, au cas où l'actif serait insuffisant pour les désintéresser totalement. La procédure de la *venditio bonorum* avait pour résultat de donner satisfaction, dans la mesure du possible, à tous les créanciers du défunt. A notre époque, les praticiens ont vite compris, en présence des injustices occasionnées par le hasard des réclamations individuelles, que la persistance des poursuites de chaque ayant droit, après la mort du débiteur suivie de l'acceptation bénéficiaire de sa succession, constituait une des lacunes les plus regrettables de notre Code civil.

De là la pratique des liquidations-séquestres judiciaires, qui sont plus facilement admises par les tribunaux pour le règlement d'une succession, qu'en vue d'améliorer le régime de la déconfiture. Avec cette pratique, les différences injustifiables, que nous avons constatées entre l'apurement du passif d'un non commerçant décédé et la liquidation des dettes d'un commerçant défunt, s'atténuent et disparaissent. Au point de vue rationnel, la nomination d'un séquestre se présente comme le seul moyen de remédier à l'iniquité résultant de ce que certains créanciers seront intégralement payés alors que d'autres n'auront pas même reçu un acompte. La réglementation du bénéfice d'inventaire, telle qu'elle résulte

des articles 793, 810 du Code civil, et 986 96 du Code de procédure, n'assure pas suffisamment le respect égal des intérêts de tous les créanciers. Nous avons montré, dans notre chapitre II, les lacunes de la loi, l'infériorité de la liquidation bénéficiaire par rapport à l'organisation des faillites. Les créanciers chirographaires ne sont avertis par aucune publicité de l'ouverture des opérations; les premiers venus sont intégralement payés, tandis que les autres n'obtiennent rien et risquent de voir eux-mêmes leur crédit compromis, car ils avaient peut être compté sur le paiement attendu pour faire honneur à leurs propres engagements. Il importe donc d'organiser l'acceptation bénéficiaire sur une base différente et de substituer à l'anarchie des réclamations individuelles, qui surgissent sans ordre et sans méthode, un règlement d'une autre nature.

Une semblable réforme ne tendrait nullement à remettre en question les idées fondamentales sur lesquelles repose notre système de transmission héréditaire. Elle ne se proposerait pas de porter atteinte à la fiction de la continuation de la personne, qui pourrait demeurer le fondement de nos institutions successorales et s'opposer ainsi à la conception allemande; seulement elle mettrait les conséquences de cette fiction en harmonie avec le crédit et elle se conformerait, par là, au mouvement qui se dessine de plus en plus, en vue d'organiser la déconfiture d'après un régime identique à celui de la faillite et de cette manière seraient supprimées toutes les diffé-

rences qui séparent l'exécution portant sur les biens d'un commerçant et celles concernant le patrimoine d'un non commerçant (C. F. Dupin, Thèse, Grenoble, 1900).

Si ces idées étaient accueillies par la jurisprudence, il deviendrait désormais possible d'assurer toujours le règne de la justice entre les divers ayants droit d'un même débiteur ; l'application stricte de l'égalité entre créanciers serait le principe qui régirait la liquidation bénéficiaire. Cette réforme ne se présenterait point comme la consécration de l'opinion d'après laquelle l'idée de la transmission de la personnalité est mauvaise en elle-même et doit disparaître de notre code ; la conception traditionnelle ne serait nullement modifiée ; elle serait seulement mise en œuvre par un mécanisme différent ; elle s'inspirerait davantage de l'idée de justice et l'on n'assisterait plus à ce spectacle auquel nous sommes habitués, de voir des créanciers intégralement payés, au détriment des autres. Le patrimoine du débiteur ne cesserait point d'être affecté à ses dettes après sa mort ; mais il ne serait plus réparti entre ses créanciers suivant le hasard des poursuites ; seulement une pareille réforme est du domaine de la loi et il semble difficile que la jurisprudence prenne sur elle de l'accomplir. Elle se tient toujours au principe d'après lequel, en France, les règles de la liquidation collective ne peuvent, du vivant du débiteur, être étendues en dehors de la faillite : mais elle accepte assez facilement que, dans la succession bénéficiaire, une autre solution s'impose. Le débiteur n'étant plus là pour

s'efforcer, par son activité, d'assurer le paiement de ceux des créanciers qui n'ont pas reçu satisfaction, les injustices commises dans la répartition deviennent définitives et, avec le système actuel, on n'aperçoit aucun remède susceptible d'atténuer le préjudice qu'elles entraînent. Aussi la Cour de cassation elle-même reconnaît que, si l'héritier et les créanciers sont d'accord, une liquidation sous forme collective peut être substituée aux mesures d'exécution individuelle. C'est ce qui résulte, au moins implicitement, d'un arrêt de la Cour suprême, en date du 13 novembre 1889 (S. 90, 1, 8; D. 90, 1, 34).

Ce n'est point là une nouveauté dans notre droit. Déjà, sous l'ancien régime, un règlement de 1878 permettait au juge de nommer, sur la demande de trois créanciers, un séquestre ou curateur, si l'héritier, par sa négligence, compromettait les droits des créanciers (C. F. Baudry et Wahl, *Traité des successions*, 3^e éd., 1903, t. II, n° 1502).

Il nous faut étudier désormais le régime applicable à la succession bénéficiaire, lorsqu'elle est liquidée par les soins d'un administrateur-séquestre. Nous verrons que la jurisprudence française aboutit, par ce moyen, à des solutions sensiblement analogues à celles qui résultent de la législation allemande. Nous examinerons :

1° Dans quels cas il y a lieu à la nomination d'un administrateur-séquestre, et par qui il peut être nommé;

2° Les conséquences de sa nomination, ses fonctions en face de l'héritier ;

Et 3° Comment sa mission prend fin.

I. — *Des hypothèses dans lesquelles un administrateur-séquestre peut être nommé à la succession ; et qui peut en réclamer la nomination.*

Dans les articles 793 à 810 du Code civil, et 986 à 996 du Code de procédure, le législateur ne paraît pas avoir indiqué qu'un administrateur pourra, le cas échéant, être chargé de procéder à la liquidation du patrimoine du défunt, que l'héritier hésite à accepter purement et simplement. La loi ne songe qu'à l'héritier bénéficiaire, et elle ne précise les droits et les devoirs que de cet héritier. Le législateur ne s'attache pas à la circonstance que l'héritier bénéficiaire, ne représentant nullement les intérêts des créanciers, liquide avant tout dans son intérêt personnel et sans se préoccuper d'avertir ceux qui possèdent des droits contre la succession, de faire valoir leurs titres, de manière que tous puissent prendre leur part de l'actif. L'héritier bénéficiaire n'a nullement la pensée d'être un mandataire pour le compte d'autrui ; sa situation ressemble sans doute, en fait, à celle d'un mandataire, en ce sens qu'il ne détient l'actif que pour acquitter avec les biens héréditaires qu'il possède, les créances dont le paiement lui est réclamé ; mais il ne se préoccupe nullement d'établir les bases d'une liquidation collective dans laquelle chacun serait assuré de recevoir un dividende. Il administre, en vue d'éviter la responsabilité qui lui incomberait si, par une mauvaise gestion, le patrimoine du défunt se trouvait compromis ; il sait, d'ailleurs, que, dans l'hypothèse d'un reliquat, l'excédent d'actif deviendra

sa propriété définitive, une fois que son compte aura été approuvé par les créanciers du défunt. Dans toute sa mission, il agit uniquement par intérêt personnel, et il est indifférent à l'injustice résultant de ce que certains créanciers, peut-être parmi les plus intéressants, ne toucheront aucune fraction de ce qui leur est dû. Là est l'inconvénient de la liquidation bénéficiaire par l'héritier lui-même.

La loi, sans doute, a organisé des mesures destinées à garantir aux créanciers le maintien de l'actif laissé par le défunt ; l'héritier serait déchu du bénéfice d'inventaire et transformé en un héritier pur et simple, répondant du passif même sur ses biens personnels, s'il compromettait, par une mauvaise gestion, les biens successoraux. Seulement, en procédant ainsi, le législateur assure peut-être le maintien de l'actif, mais il ne garantit pas à chacun des créanciers qu'il aura droit à un dividende proportionnel à l'intérêt qu'il possède. C'est là le vice capital de la liquidation de la succession bénéficiaire par l'héritier, puisque nous n'avons rien dans notre législation qui rappelle la curatelle de la succession allemande, avec la supériorité de sa procédure égalitaire et collective (art. 1975 à 1989, Code civ. allemand). Les créanciers chirographaires sont payés au fur et à mesure qu'ils se présentent, s'ils n'ont pas formé opposition, et ceux-là seuls qui ont pratiqué une opposition sont payés, sur l'ordre du juge, par voie de contribution après consignation (art. 808 et 809 C. pr.).

La liquidation par un administrateur peut donc avoir pour premier motif le désir des créanciers de voir un régime égalitaire se substituer à l'anarchie des poursuites individuelles. L'héritier bénéficiaire lui-même peut avoir, dans certains cas, intérêt à provoquer la nomination d'un administrateur. La liquidation est une charge lourde, qui nécessite l'emploi de toute l'activité de l'individu, la connaissance des affaires et impose une ponctuelle exactitude. L'héritier bénéficiaire est exposé, en commettant un acte imprudent, à être déchu du bénéfice d'inventaire. Dès lors, on comprend que, pour éviter des erreurs involontaires, et surtout un préjudice pécuniaire qui l'atteindrait dans ses biens personnels, il estime quelquefois opportun de se décharger, sur un tiers, d'une administration qui ne lui suscite que des ennuis.

L'intérêt des créanciers à une pareille nomination est plus manifeste encore : le liquidateur, étant le mandataire commun de ceux-ci, aura pour mission de répartir l'actif entre eux au prorata de leurs droits, et les intérêts de chacun seront désormais protégés proportionnellement à l'importance de son titre ; la loi des dividendes proportionnels, et, par là même l'équité, pourront désormais être respectés. Telles sont les causes pour lesquelles la nomination d'un administrateur-séquestre sera la plupart du temps réclamée.

Donc, 1^o Une semblable nomination pourra intervenir par application de l'article 802 Code civil, aux termes duquel l'héritier bénéficiaire possède la faculté de se dé-

charger de l'administration successorale et de renoncer à la possession des biens successoraux. Il ne perd pas sans doute par là sa qualité de propriétaire et il a toujours droit au reliquat d'actif, une fois le passif réglé. Mais il recourt à ce procédé en vue d'éviter les soucis d'une liquidation compliquée, ou à raison de ce que l'hérédité comprend des biens, tels qu'une usine, une étude de notaire, un fonds de commerce, pour l'administration desquels il ne se reconnaît pas les aptitudes nécessaires. Telle est une première hypothèse dans laquelle la nomination d'un administrateur-séquestre sera provoquée par l'héritier lui-même (Angers, 16 nov. 1892, D. 94, 2, 374 ; S. 97, 1, 329, sous Cass. ; Grenoble, 7 juin 1899, *Revue du Notariat*, 1901, 23).

On a contesté la légitimité de cette nomination ; on a dit que la nomination d'un administrateur-séquestre, à la requête de l'héritier, n'était qu'un abandon compliqué de conditions spéciales qu'il n'appartenait pas à l'héritier d'imposer aux créanciers (Baudry et Wahl, n° 1507). Mais nous estimons qu'une semblable opinion, qui tend à faire prévaloir l'application stricte de la loi, sur les avantages pratiques de la liquidation par l'administrateur, ne tient pas un compte suffisant de l'intérêt des créanciers, dont les droits sont bien mieux protégés, grâce à l'administrateur. Dès lors que cette situation ne nuit à personne et profite, au contraire, à tous ceux vis-à-vis de qui le défunt avait contracté des engagements, on ne s'explique pas la difficulté avec laquelle elle pénètre dans la doctrine

française. Le mandataire judiciaire administrera aux lieu et place de l'héritier qui se dérobe, et il aura, de plus, mission de liquider, c'est-à-dire de réaliser et de répartir les biens. Le but dont la réalisation importe à l'intérêt général, la liquidation collective et amiable dans l'intérêt de tous, sera désormais atteint.

Sans doute, on pourrait objecter que l'héritier bénéficiaire ne peut pas puiser dans la fiction de la continuation de la personne, la ressource d'éviter la mission de liquider, par l'abandon des biens, aux créanciers successoraux. Comme continuateur du défunt, l'héritier a contracté l'obligation de rester lui-même à la tête du patrimoine; il est donc inadmissible qu'il puisse se dérober à cette fonction. Cependant le texte de l'article 802, § 1 Code civil est formel; il autorise expressément l'héritier à prendre ce parti, si bon lui semble; au surplus, rationnellement, l'héritier ne répudie pas, à proprement parler, la personnalité du défunt; il se borne seulement en suivant cette voie, à écarter certaines des conséquences de l'idée traditionnelle de continuation de la personne, et ainsi disparaissent précisément celles qui, permettant les règlements individuels, sont le plus contraires à la justice et aux exigences du crédit.

Comment donc refuserait-on à l'héritier le droit d'agir ainsi? Son intérêt personnel concorde avec celui des créanciers, pour lui dicter souvent une pareille conduite. En effet, du moment qu'il ne possède aucune aptitude technique lui permettant de mener à bonne fin les entreprises

dues à l'initiative du défunt, il aura plus de chance de garder par la suite un reliquat, si la liquidation est bien menée par un praticien doué des qualités nécessaires.

2° Les créanciers, qui ont un grand intérêt à la nomination d'un administrateur, peuvent certainement provoquer cette mesure (Caen, 10 mars 1891, *Le Droit*, du 18 avril 1891 ; Grenoble, 7 juin 1889, précité, Trib. civ., Seine, 16 mai 1882, *Gaz. Pal.*, 82, 2, 87). De cette manière, les créanciers qui, arrivés trop tard, n'auraient rien obtenu dans le désarroi de la déconfiture après décès, auront au contraire, la perspective de recevoir un marc le franc ; ici encore, la mission de l'administrateur-séquestre apparaît comme des plus légitimes.

Aucune difficulté ne pourra surgir si un accord est intervenu entre l'héritier bénéficiaire et les créanciers du défunt, en vue de cette nomination, la succession est désormais placée entre les mains de quelqu'un qui a la faculté, non seulement de conserver et d'administrer, mais encore de liquider, c'est-à-dire de réaliser et de répartir. Mais, s'il y a désaccord, que décider ? Il est certain que, si l'héritier refuse son consentement, s'il proteste contre la nomination qui est demandée par les créanciers, il ne saurait être passé outre, sauf leur droit de faire apprécier par le Tribunal, si la résistance d'héritier est abusive et mal fondée ; mais les créanciers n'ont pas qualité alors pour désigner l'administrateur à l'amiable. En effet, du moment que l'héritier administre, sans encourir aucune critique, il n'est pas possible de le dépouiller

du droit de gérer qui dérive de sa qualité de propriétaire, conservée par lui, malgré le bénéfice d'inventaire. M. Garraud, dans son étude précitée sur la déconfiture, déclare, avec raison, que « la mise sous séquestre ne doit être ordonnée par justice sur la demande d'un créancier, que si le débiteur ne s'oppose pas à cette mesure ; l'ordonnance ou le jugement qui nomme un séquestre est ainsi un acte de juridiction gracieuse qui rentre, à raison de l'urgence, dans les pouvoirs du juge des référés » (*Journal des faillites*. 1882, pp. 149 et s.) MM. Baudry et Wahl constatent aussi, non sans raison, que « l'héritier est propriétaire des biens qu'il administre, et l'on autorise contre lui une sorte d'expropriation pour cause d'utilité privée en permettant aux tribunaux de lui enlever l'administration ». (Tome II, n° 1506).

Inversement, il se peut que l'héritier accepte la nomination d'un administrateur-séquestre, seulement certains des créanciers prétendent conserver leur faculté d'opérer des poursuites individuelles. Dans ces conditions, la liquidation par l'administrateur ne doit-elle pas être entravée ? Il n'est pas douteux qu'elle rencontrera alors des obstacles, par le motif que l'administrateur ne possède, en ce qui concerne les actes de liquidation, que les mêmes pouvoirs que ceux d'un héritier bénéficiaire. Or, il ne serait pas loisible à celui-ci de déclarer qu'il entend liquider collectivement la succession. Il est, sans doute, propriétaire ; mais, si un propriétaire a tous les droits, il ne peut cependant empêcher des créanciers, dont le titre

est régulier et dont la réclamation n'est pas d'ailleurs contraire à la loi, de recevoir leur dû. Par conséquent, si le mandataire de justice réalise les biens et les répartit entre les créanciers, ceux qui préféreraient agir individuellement pourraient valablement protester contre une semblable mesure. C'est là une situation profondément regrettable, puisque la liquidation collective par l'administrateur s'inspire de l'intérêt général, qui devrait l'emporter sur les intérêts particuliers ; si quelques-uns éprouvent une déception, dans leurs préoccupations égoïstes du paiement intégral au détriment des autres, la nomination d'un administrateur-séquestre n'en est pas moins justifiée, puisqu'elle tend à procurer à chacun la certitude de recevoir au moins une partie de sa créance. Il serait donc désirable, au point de vue législatif, que le consentement de l'héritier bénéficiaire suffît, comme en Allemagne (art. 1981, C. civ. allemand), à justifier la nomination d'un administrateur-séquestre, malgré l'opposition des créanciers ; cette solution est commandée par l'intérêt de tous les ayants droit du défunt. Il n'est pas à notre connaissance que la jurisprudence ait statué directement sur cette question en France.

Enfin, si l'héritier bénéficiaire, qui n'a pas réclamé la nomination d'un séquestre, ne proteste pas cependant contre cette mesure, celle-ci demeure valable. La situation n'est plus en effet la même que du vivant d'un débiteur déconfit. De son vivant, le débiteur ne pouvait être dessaisi, la loi prescrivant l'invasion d'autrui dans son

patrimoine. (L'action oblique et l'action Paulienne, art. 1166 et 1167, ne sont pas évidemment des mesures qui puissent aboutir à ce résultat. Elles exigent des conditions formelles et ne visent que certains actes). Mais ici la solution doit être différente ; l'héritier bénéficiaire n'a pas le droit de conserver une attitude passive ; il faut qu'il administre, l'intérêt des créanciers héréditaires l'exige. il doit donc échapper à tout reproche de négligence pour conserver l'administration de la succession. S'il se désintéresse de l'administration, la justice doit, à la demande des créanciers, lui substituer quelqu'un qui soit mieux en mesure de s'acquitter de ces fonctions. Un arrêt de la Cour de Caen, rendu le 22 février 1879, a, notamment, décidé que les tribunaux peuvent confier l'administration d'une succession bénéficiaire à un tiers, alors que l'éloignement d'un cohéritier met obstacle au recouvrement de l'actif et à l'acquittement du passif. (S. 80, 2, 237 ; D. *Rép. Sup.*, verbo *Succession*, n° 629).

3° La nomination d'un administrateur-séquestre peut être réclamée par les créanciers, lorsque l'héritier n'accomplit pas les obligations dont il est tenu, par exemple s'il ne dresse pas inventaire fidèle et exact, s'il commet des malversations dans sa gestion, ou encore s'il y a de sa part incurie, négligence ou impéritie, de nature à entraver la liquidation de la succession et à compromettre les intérêts des créanciers. La jurisprudence se fonde ici sur la loi qui, article 803, Code civil, impose à l'héritier l'obligation d'administrer ; dans le cas où il

s'en acquitte mal, comme on ne peut le contraindre, puisqu'il s'agit d'une obligation de faire, on évitera, par la nomination d'un administrateur, que les créanciers ne subissent un préjudice plus grave. Un tiers sera donc commis, pour gérer à la place de l'héritier et pour procéder à une liquidation d'ensemble.

La jurisprudence, qui se montre très tolérante à cet égard, remonte à une origine déjà ancienne (Douai, 13 août 1855, D. 56, 2, 92). Depuis cette époque, elle a été confirmée par de nombreuses décisions (Metz, 13 juillet 1865, S. 66, 2, 29, D. 65, 2, 126 ; Paris, 5 juin 1891, D. 94, 2, 81 ; Note de M. Planiol ; Paris, 9 févr. 1892, D. 92, 2, 229, S. 93, 2, 113 ; Note de M. Wahl, qui rapporte les arrêts antérieurs, rendus dans le même sens ; parmi les décisions du même genre, une des plus récentes, à notre connaissance, est un arrêt de la Cour de Paris rendu le 22 mai 1903, *Gaz. Pal.*, 29 mai 1903 ; voir aussi *Paris*, 30 juill. 1886, D. 87, 2, 37 ; Orléans, 19 mai 1888, D. 89, 2, 205 ; Beaudry et Wahl, n° 1503 : Planiol, *Traité de Droit civil*, 4^e éd. 1908, t. III, n° 2128). La jurisprudence admet qu'il suffit d'une simple menace de préjudice pour que les créanciers puissent obtenir la nomination d'un administrateur autre que l'héritier. Une telle mesure s'impose, décide l'arrêt de la Cour de Paris du 22 mai 1903, dès que, par ses actes d'administration et de disposition, l'héritier bénéficiaire met en péril l'avantage qui résultait, pour les créanciers successoraux, de la séparation des patrimoines

attachés au bénéfice d'inventaire. Il n'est pas nécessaire que le danger se soit déjà produit, pour obtenir une telle nomination; la jurisprudence cherche à garantir les créanciers même contre des éventualités qui seraient de nature à survenir. Un héritier qui, par son impéritie ou son inaction, prouve qu'il ne possède pas les qualités et la capacité désirables, pourrait, d'après la jurisprudence, être destitué de la gestion.

Ces décisions ont été critiquées. M. Laurent (*Principes de Droit civil français*, t. X, n° 124) et après lui MM. Beaudry et Wahl (t. II, n° 1506), refusent absolument aux tribunaux le droit de dessaisir l'héritier bénéficiaire de l'administration de la succession. » « Quand la loi veut permettre d'enlever l'administration à un administrateur, elle s'explique formellement à cet égard; ainsi elle organise contre le tuteur la procédure en destitution de la tutelle. On n'a jamais soutenu que le mineur émancipé, administrateur de ses propres biens, pût être, même pour négligence, dépouillé de l'administration; pourquoi en serait-il autrement de l'héritier bénéficiaire? Sans doute ce dernier doit sauvegarder les intérêts des créanciers: mais les créanciers n'ont-ils pas d'autres moyens de se prémunir contre les difficultés de l'administration de l'héritier? Apposer les scellés, intervenir dans la liquidation ou les instances, prendre les mesures conservatoires, exiger la caution. Les précautions ordonnées pour la vente des meubles et immeubles, la déchéance du bénéfice d'inventaire, l'obligation pour

l'héritier de ne faire aucun payement au préjudice des oppositions, le droit de poursuite ou de saisie réservé aux créanciers, sont aussi des garanties suffisantes. » (Beaudry et Wahl, n° 1506).

Nous reconnaissons la force de ces observations, les auteurs cités s'appuient sur cette idée, qu'en vertu de la continuation de la personne, l'héritier bénéficiaire est propriétaire et, comme tel, ne saurait être dépouillé de sa propriété. Mais nous répondons que l'héritier est aussi propriétaire en Allemagne et cependant la curatelle peut être requise soit par les créanciers du défunt, soit par le tribunal (art. 1991, C. civ. all.), même au cas où l'héritier ne la réclamerait pas. La curatelle peut être ordonnée à la requête d'un créancier héréditaire, suivant les termes mêmes de l'article 1981, dès qu'il y a lieu d'admettre que la satisfaction des créanciers de la masse sur celle-ci est compromise par la conduite ou la situation de fortune de l'héritier. Cependant, dans les deux législations, l'héritier conserve la propriété des biens ; il perd seulement le droit d'administrer la succession et d'en disposer (art. 1984, C. civ. all.), et l'actif net est remis à l'héritier (art. 1986, C. civ. all.). On n'aperçoit donc pas pourquoi cette conception apparaît comme inadmissible à la plupart des auteurs français. L'héritier doit demeurer propriétaire ; on ne peut même admettre qu'il ne cesse pas pour cela de continuer la personne du défunt ; mais il y a en jeu un intérêt supérieur, celui des créanciers qui ont traité avec le défunt alors que le patrimoine de celui-ci

était en pleine prospérité et que rien ne laissait présager la perspective d'un décès prochain avec des conséquences fâcheuses pour le règlement des droits de chacun.

Il est impossible que l'intérêt des créanciers soit menacé par un événement imprévu, même naturel comme la mort, et, si l'héritier bénéficiaire compromet leurs droits, rien n'est plus juste que de le remplacer par un administrateur nommé à la requête de ceux-ci et qui saura liquider la succession d'une manière plus avantageuse pour eux.

En définitive, on peut dire que l'héritier ne continue la personne du défunt et n'est propriétaire que sous condition de désintéresser les créanciers. Or il n'accomplit pas son devoir lorsque, par des actes imprudents ou maladroits, il compromet le gage sur lequel les créanciers du défunt étaient en droit de compter. Il s'agit, pour lui, d'une obligation de faire; or, comme on ne peut obliger directement le débiteur à accomplir une obligation de faire, l'exécution ne pourra être poursuivie que par équivalent : un tiers sera commis pour administrer à sa place. L'héritier ne serait pas fondé à soutenir, après avoir accepté ce bénéfice d'inventaire, qu'il peut disposer, au détriment des créanciers successoraux, de l'actif de la succession, sauf à demeurer vis-à-vis d'eux indéfiniment leur obligé. Le fait d'être en présence d'un débiteur insolvable ne saurait équivaloir, pour les créanciers, à la sûreté qui résulte pour eux de l'existence de biens actuels

et d'une valeur suffisante pour les désintéresser, au moins partiellement.

L'héritier n'est pas fondé à prétendre que son droit est absolu, que, s'il dispose des valeurs héréditaires, c'est qu'il se considère désormais comme personnellement tenu envers les créanciers et qu'il ne commet aucune faute. En le dépouillant alors de l'administration, les créanciers ne violent pas les textes de la loi. L'acceptation bénéficiaire équivaut, pour lui, à un quasi contrat qu'il a passé avec les créanciers et en vertu duquel, s'il demeure propriétaire, c'est à la condition de bien administrer, de payer les créanciers et de ne garder pour lui que le reliquat. S'il manque à l'une de ces obligations, il vient ainsi paralyser les effets de ce quasi contrat et les créanciers héréditaires possèdent, dès lors, la faculté de lui demander compte de ses actes et surtout de le remplacer dans ses fonctions de gérant. Il leur importe, manifestement, d'être payés sur l'actif et ils peuvent n'avoir aucune confiance dans l'engagement personnel de l'héritier, si celui-ci est insolvable ou manque des qualités nécessaires pour une bonne administration du patrimoine.

C'est par une demande judiciaire intentée contre l'héritier, et non par une demande adressée au tribunal, que la procédure est engagée (Caen, 10 mars 1891, *Le Droit*, du 18 avril 1891, Baudry et Wahl, n° 1510). Il s'agit, en effet, d'un litige qui porte sur le fond du droit, surtout au cas où l'héritier bénéficiaire se prétend en mesure d'ad-

ministrer ; la juridiction contentieuse est donc seule en mesure de statuer sur la difficulté. C'est donc le droit commun qui s'applique soit à la procédure même, soit aux voies de recours, le tribunal compétent est celui de l'ouverture de la succession. Toutefois, si la demande présentait un caractère indiscutable d'urgence, elle pourrait être portée devant le Président, juge des référés, car il a compétence pour trancher les différends qui nécessitent une solution immédiate ; il appartiendrait seulement au tribunal de donner, par la suite, à l'administrateur des pouvoirs définitifs ; la décision prise en référé n'a qu'un caractère provisoire et ne dispense pas d'un débat au fond devant la juridiction contentieuse ordinaire (Baudry et Wahl, t. II, n° 1511). Les intérêts de l'héritier et ceux des créanciers sont nettement contradictoires dans le débat ; l'héritier qui, en définitive, est incontestablement propriétaire, peut se défier d'un administrateur qu'il n'a pas choisi.

II, — *La fonction et les pouvoirs de l'administrateur judiciaire.* — En droit allemand, le régime de l'administration de la succession par un tiers a été organisé par la loi même. C'est l'institution de la *Curatelle* (art. 1975 à 1989, C. civ. allem.) Le curateur est un administrateur judiciairement désigné, qui est considéré comme étant à la fois le mandataire de l'héritier et celui des créanciers ; il se substitue à l'héritier dans la liquidation de la succession ; il paye les créanciers en son lieu et place et recouvre tout ce qui dépend de l'actif. C'est le tribunal

du lieu de l'ouverture de la succession qui nomme cet administrateur ; cette nomination est accompagnée d'une publicité qui est destinée à la porter à la connaissance des tiers ; elle a lieu à la requête, soit des créanciers, soit de l'héritier. L'intérêt des créanciers est manifeste ; ils évitent ainsi que la gestion ne soit compromise par la conduite et la situation de fortune de l'héritier ; le successible lui-même peut être désireux de se décharger de l'administration, s'il redoute l'insolvabilité de la succession et ne se soucie pas dès lors de procéder lui-même à la liquidation. D'ailleurs, même en droit français, il a été décidé, nous l'avons vu, que l'héritier bénéficiaire peut requérir la nomination d'un administrateur judiciaire si l'exploitation des biens successoraux exige des aptitudes ou des connaissances spéciales, qui manquent au successible (Angers, 16 nov. 92, D. 94, 2, 374 ; Grenoble, 7 juin 99, *Rev. Not.*, 1901, 23).

Dans tous les cas, que la curatelle soit provoquée par les créanciers ou par l'héritier, elle aboutit toujours au même régime : le droit d'administrer n'appartient plus à l'héritier, et passe sur la tête d'un tiers (art. 1985) ; c'est à lui que l'héritier est tenu de rendre compte à l'administration antérieure qu'il a pu exercer des biens successoraux (art. 1978). Le curateur, étant rémunéré, encourt désormais une responsabilité assez lourde au regard des créanciers héréditaires ; elle s'apprécie d'après les règles qui sont applicables au mandat salarié (art. 1987).

La procédure de liquidation collective, avec tous ses

avantages. égalité proportionnelle pour tous, rapidité dans l'apurement des comptes, économie des frais, suit, dès lors, son cours ordinaire pour le plus grand bénéfice des créanciers. L'administrateur procède à la procédure provocatoire qui a pour but de faire apparaître le passif; les créanciers perdent individuellement leur droit de poursuite; le curateur acquitte successivement le passif, les charges héréditaires, les droits de réserve et, s'il subsiste un excédent d'actif, les legs. La réduction proportionnelle est, le cas échéant, imposée par groupes à tous les droits de nature analogue. Après quoi, le reliquat est remis à l'héritier et ainsi se termine normalement la curatelle (art. 1906); mais nous savons qu'elle pourrait prendre fin par d'autres modes, notamment par la mise en faillite de la succession en cas d'insolvabilité certaine (art. 1988), ou par l'abandon pur et simple aux créanciers du défunt, si l'actif ne paraît pas suffisant pour couvrir les frais de la procédure. En pareil cas, les créanciers reprennent la faculté de recourir aux voies d'exécution individuelles (art. 1988 et 1990).

En droit français, les pouvoirs de l'administrateur judiciaire, n'ayant pas été décrits par la loi, ont été tracés par la jurisprudence. Ils sont dominés par une idée générale, savoir que : l'administrateur, n'étant pas propriétaire, ne peut accomplir tous les actes qui étaient permis à l'héritier. Il devra se borner aux actes d'administration au sens technique du mot et ses pouvoirs seront réglés sur ceux des administrateurs ordinaires et non sur les

droits de l'héritier (Baudry et Wahl, t. II, n° 1512). Jamais sa gestion ne s'étendra aux actes de disposition.

D'une façon générale, lorsque la jurisprudence autorise l'entrée en fonction d'un administrateur séquestre, elle lui reconnaît la mission de procéder à tous les actes conservatoires et de liquidation, c'est-à-dire de dresser un inventaire, de recouvrer l'actif, de vendre le mobilier périssable et d'en consigner le prix à la Caisse des dépôts, de donner à bail les biens héréditaires dans les conditions normales (Chambéry, 15 juillet 1890, *Journ. des arrêts de la Cour de Chambéry*, 1891, p. 67). S'il ne satisfait pas à son obligation de consigner les deniers qu'il recouvre ou d'en faire emploi, il devient débiteur des sommes dont il s'agit au taux légal. C'est également à la Caisse des consignations, et non pas en l'étude du notaire liquidateur que l'administrateur doit opérer le dépôt du reliquat de son compte (Chambéry, précité). Mais l'administrateur n'est pas tenu de fournir la caution que l'article 807 impose à l'héritier bénéficiaire, car ce texte ne peut être étendu d'une hypothèse à une autre dans le silence de la loi.

L'administrateur judiciaire ne possède pas, en droit français, des pouvoirs aussi étendus que ceux qui lui ont été accordés par le législateur allemand.

Si l'administrateur a été nommé avec le concours de l'héritier, il aura le pouvoir d'accomplir tous les actes compris dans le mandat que celui-ci lui a reconnu, c'est là une question d'interprétation de volonté. Désigné du

consentement de l'héritier et en vertu de l'adhésion expresse ou tacite de ce dernier, il peut donc le remplacer complètement dans la gestion de la succession.

Mais, si l'administrateur a été nommé contre le gré de l'héritier, ou même si celui-ci n'a pas été consulté lors de la désignation, il devient impossible de prétendre que l'administrateur représente l'héritier et il ne possède, dès lors, que les pouvoirs qui lui ont été attribués par la décision judiciaire qui l'a appelé à liquider.

En d'autres termes, si l'héritier a accepté de se décharger sur l'administrateur du poids de la liquidation, celui-ci jouit d'une grande latitude dans sa mission, sauf, toutefois, en agissant à respecter les formalités qui sont imposées à l'héritier bénéficiaire lui-même (Baudry et Wahl, n° 1512). Il aliènera donc les meubles suivant les formes prescrites par les articles 805 et suivants du Code civil, 986 et 989 du Code de procédure ; et les immeubles conformément aux articles 806 du Code civil et 987 et 988 du Code de procédure.

Par analogie des règles concernant l'héritier bénéficiaire, l'administrateur pourra transiger, accepter une succession ou y renoncer, contracter un emprunt hypothécaire, mais avec les mêmes limites que celles restreignant les actes de l'héritier, c'est-à-dire qu'il devrait se munir de l'autorisation de la justice. Le tribunal aurait d'ailleurs toute appréciation pour spécifier les pouvoirs

qu'il confère à l'administrateur (Baudry et Wahl, n° 1510).

Du moment que l'administrateur judiciaire est désigné, sa nomination a pour conséquence de dessaisir l'héritier et, par conséquent, c'est lui seul qui est fondé à exercer les actions contre les débiteurs de l'hérédité (*Contra*, Metz, 13 juil. 1865, S. 66, 2, 29, D. 65, 2. 126) ; toutefois, il ne faudrait pas s'exagérer la portée de la décision rendue par la Cour de Metz. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un administrateur dont la nomination avait eu lieu en dehors de la présence de l'héritier bénéficiaire, qui ne l'avait tolérée qu'à la condition que le tiers liquidateur se maintînt dans le cercle des actes purement conservatoires.

Il ne faudrait pas en conclure qu'un administrateur judiciaire ne pourrait jamais, en présence d'un héritier bénéficiaire, agir en justice. Ce résultat serait surprenant, car l'administrateur ne pourrait plus accomplir ce qui est nécessaire ou utile à l'accomplissement de son mandat. Sans doute, les actions comme tous les droits de la succession reposent, en vertu de la saisine, sur la tête de l'héritier, mais celui-ci peut très bien, soit en vertu d'un mandat exprès, soit par une ratification même tacite de la décision judiciaire qui a nommé le liquidateur, accepter la situation et consentir à ce que l'exercice de ses droits soit conféré à l'administrateur.

Du reste, dans la pratique, les créanciers qui demanderont la nomination d'un liquidateur mettront presque

toujours en cause l'héritier, pour qu'aucune difficulté ne s'élève, par la suite, sur la preuve de son consentement. Devant le tribunal, ou bien l'héritier acceptera la nomination et tout sera dit ; ou bien, au contraire, il contestera les allégations des créanciers, et se prétendra en mesure d'opérer lui-même la liquidation à l'avantage de tous. Alors, si le tribunal reconnaît la nécessité de désigner un liquidateur malgré la résistance de l'héritier (et la jurisprudence lui reconnaît ce pouvoir), la situation est encore très nette : l'administrateur sera investi de tous les pouvoirs que réclamaient les créanciers, en vertu d'une sentence qui est désormais opposable à l'héritier lui-même. C'est pour ce motif, et en raison de la diversité des intérêts en présence, que la procédure tendant à la désignation d'un administrateur séquestre présente le caractère contentieux.

Ces observations nous semblent délimiter clairement les pouvoirs du liquidateur : si l'héritier a consenti expressément ou tacitement à la nomination réclamée par les créanciers, il s'est déchargé par là même sur lui de toutes les opérations qu'il aurait pu personnellement accomplir ; l'administrateur possède alors les mêmes pouvoirs que l'héritier et devra, dans sa mission, observer les règles tracées par les articles 795 à 810 du Code civil. Mais, s'il y a eu résistance de l'héritier, les pouvoirs de l'administrateur sont spécifiés dans la décision qui l'a nommé ; du moment que le tribunal s'est immiscé dans le patrimoine de la succession, il lui appartient de déterminer les pou-

voirs qu'il lui paraît opportun de reconnaître à son délégué (Cf. Baudry et Wahl, n° 1512).

A la différence de l'héritier bénéficiaire qui, étant propriétaire, possède la qualité suffisante pour procéder à tous les actes qu'il estime indispensables, sauf à subir personnellement les conséquences de ceux qui dépasseraient la portée des actes d'administration, l'administrateur judiciaire peut, en présence des opérations délicates ou compromettantes, comme un emprunt hypothécaire, une transaction, etc., recourir à l'autorisation de la justice. Les autorisations judiciaires sont, d'ailleurs, accordées avec la plus grande facilité aux administrateurs-séquestres ; mais l'autorisation donnée par la justice ne fait nullement disparaître la responsabilité qu'ils encourrent et les laisse exposés à réparer, sous forme de dommages et intérêts, les suites, préjudiciables pour les créanciers, des actes passés par eux ; par exemple, si un administrateur concluait, même avec l'autorisation de la justice, qui ne possède pas toujours tous les éléments d'information, une transaction désavantageuse, il serait redevable d'une indemnité envers les créanciers successoraux. Sur ce point, il existe une différence certaine entre sa mission et celle de l'héritier bénéficiaire qui ne subirait, en pareil cas, que la déchéance du bénéfice d'inventaire.

De même, les actes passés par l'administrateur sans les formalités nécessaires ont pour conséquence la nullité et non la déchéance du bénéfice, laquelle ne peut s'ap-

pliquer qu'à un héritier qui excède ses pouvoirs (Trib. civ. Seine, 22 avril 1899, *Rép. Gén. du Not.*, 99, p. 581).

Une autre différence entre les deux modes de liquidation résulte de ce qu'il ne peut plus être question de faire surveiller, en vertu de l'article 966 du Code de procédure, la gestion de l'administrateur par un curateur au bénéfice d'inventaire, qui a pour mission de prévenir les fraudes possibles. On ne comprendrait pas la coexistence d'un administrateur avec celle d'un curateur ; il en résulterait une trop grande complication dans la liquidation de l'hérédité.

D'ailleurs le contrôle de la justice sur les actes de l'administrateur-séquestre dispense naturellement de recourir à cette nomination.

De même, l'administrateur judiciaire ne saurait être astreint à fournir caution dans les hypothèses où l'héritier peut être obligé d'en donner une ; la surveillance judiciaire remplace ici avantageusement les garanties qui résulteraient de la caution. D'ailleurs, l'administrateur-séquestre est astreint, comme tout dépositaire, à verser à la caisse des consignations les sommes qui lui sont remises.

En supposant que l'administrateur-séquestre accomplisse des actes qui dépassent la limite de son mandat, ou pour lesquels il n'ait pas pris la précaution de se munir d'une autorisation de justice, la sanction ne pourra plus être, comme à l'égard de l'héritier bénéficiaire, la déchéance du bénéfice d'inventaire et la transformation de

sa condition en celle d'un héritier pur et simple ; l'acte accompli en pareil cas par l'administrateur-séquestre sera nul comme tous ceux par lesquels un mandataire a excédé ses pouvoirs (Demolombe, *Cours de Code civil*, t. XV, n° 223).

En définitive, la différence des fonctions s'explique par cette idée *fondamentale* que l'héritier bénéficiaire, continuateur de la personne du défunt, est propriétaire de la succession ; le séquestre n'est, au contraire, qu'un administrateur du patrimoine d'autrui dans l'intérêt général des créanciers et de l'héritier lui-même.

Mais, en dehors des pouvoirs de gestion, l'administrateur séquestre est certainement l'une des causes principales pour lesquelles la jurisprudence autorise si facilement sa nomination. Avec le concours, l'administrateur va procéder à la répartition des deniers héréditaires et une contribution amiable viendra ainsi se substituer aux injustices des paiements individuels. Cette liquidation collective sera plus facilement opérée par l'administrateur séquestre que par l'héritier bénéficiaire ; celui-ci, la plupart du temps, ne voit que son intérêt propre et il ne se montre pas désireux d'entreprendre une mission dont aucun texte ne l'a expressément chargé

Le liquidateur séquestre a certainement la faculté de procéder à cette répartition collective entre tous les créanciers qui l'ont désigné ; en effet, la jurisprudence admet, avec raison, que doit être considéré comme opposant tout créancier qui a manifesté dans n'importe quelle forme la

volonté d'être payé; or, il est évident que cette intention est caractéristique chez les créanciers qui ont réclamé la nomination du séquestre. La jurisprudence estime qu'aucune forme déterminée ne s'applique à l'opposition mentionnée à l'article 808 du Code civil; elle a, bien des fois, décidé que cette opposition résultait de tout acte établissant, même tacitement, la volonté du créancier d'être payé; il n'est donc nullement téméraire de conclure, du mandat conféré par les créanciers à l'administrateur séquestre, à leur intention certaine de voir désormais la procédure de liquidation collective substituée aux poursuites individuelles. (Dijon, 20 janv. 1870, S. 70, 2, 292; D. 70, 2, 157; Cass., 13 mars 1866, D. 66, 1, 257; 25 juill. 1871, S. 71, 1, 100; 11 janv. 1882, D. 82, 1, 364; 4 juill. 1892, D. 92, 1, 481; 17 déc. 1894, D. 95, 1 193; Douai, 24 janv., 01, D. 02, 2. 302; Aubry et Rau, t. VI, par., 618; Demolombe, t. XV, n° 299; Baudry et Wahl, *Traité des successions*, t. II, n° 1988 et s.).

Donc, avec le régime de l'administration séquestre, disparaissent les inconvénients signalés de l'acceptation bénéficiaire et un régime égalitaire se concilie avec la persistance de l'idée ancienne de la continuation de la personne. Le passif héréditaire est plus rapidement réglé, les créanciers reçoivent satisfaction chacun en proportion de leurs droits; l'héritier lui-même est appelé à y trouver éventuellement son avantage; non seulement il est ainsi plus vite déchargé d'une administration qui met en jeu sa responsabilité et qui lui suscite

des ennuis; mais, de plus, il a la perspective de voir se réaliser, à une époque plus prochaine, la date à laquelle il lui sera enfin loisible de disposer en maître absolu des biens héréditaires.

Les avantages de cette procédure ont été depuis longtemps reconnus; sans doute il n'y a pas encore de combinaison sanctionnée par la loi qui permette à l'administrateur-séquestre de mettre en cause dans le règlement du passif, tous les créanciers héréditaires, de manière à éviter qu'un d'entre eux puisse être sacrifié; mais, dans la pratique, l'administrateur consciencieux, qui cherchera autant que possible à comprendre même les retardataires dans sa répartition, obtiendra facilement tous les délais qu'il sollicitera, en menaçant les créanciers opposants, de déposer les fonds à la Caisse des consignations, ce qui les exposerait plus tard à une contribution judiciaire (art. 656 et suiv. du C. de proc.) Sous la crainte de la lenteur et des frais qu'entraînerait une répartition d'une issue aussi lointaine, les créanciers n'hésiteront pas, dans la pratique, à accepter la répartition qui leur est proposée par l'administrateur. Avec de semblables précautions, ce ne sont plus les créanciers les plus âpres et les plus impatients qui seront exclusivement payés, mais tous ceux qui figurent au passif, sont assurés de recevoir au moins un marc le franc et un résultat analogue à celui qui est obtenu en Allemagne avec la conception de l'hérédité patrimoine distinct se trouve atteint en France.

III. — *Comment se termine la mission de l'adminis*

trateur-séquestre. — Le mode normal sera la complète exécution du mandat dont il avait été chargé ; c'est-à-dire qu'après avoir réalisé les biens et réparti l'actif entre les créanciers, il remettra à l'héritier le reliquat s'il en existe, et lui fera apurer son compte.

Dans ce compte, l'administrateur devra mentionner, comme l'héritier bénéficiaire lui-même, les recettes et les dépenses qu'il a régulièrement accomplies. Parmi les dépenses figurera notamment le salaire de l'administrateur ; il a en effet droit à un salaire au même titre que le curateur d'une succession vacante ou que l'administrateur d'une succession abandonnée (Wahl, S. 93, 2, 117, § 4). L'administrateur pourrait même réclamer en justice le montant des honoraires qui lui ont été accordés ; tout mandat judiciaire comporte en effet l'allocation d'un salaire. Ce salaire doit consister dans une rémunération équitable des soins et des services du mandataire ; mais il demeure entièrement à l'appréciation des tribunaux qui proportionneront le taux, qu'ils alloueront, à l'importance des opérations, à leur durée, aux difficultés qu'elles ont comportées, en un mot à l'étendue des services rendus par l'administrateur aux créanciers. On sait, au contraire, que l'héritier bénéficiaire ne peut réclamer aucun salaire à raison de la mission dont il a accepté de se charger.

Le compte est rendu à ceux qu'il intéresse, c'est-à-dire aux créanciers et aux légataires, soit par acte notarié ou sous seing privé, si les parties sont d'accord, soit en

justice, si le compte est contesté, suivant les formes des articles 527 et suivants du Code de procédure. En outre, l'administrateur doit justifier à l'héritier que les dépenses ont absorbé l'actif; ou, dans le cas contraire, lui restituer l'excédent des recettes sur les dépenses, car la nomination d'un administrateur n'empêche pas, bien entendu, l'héritier de demeurer propriétaire, pour l'éventualité où la liquidation ferait apparaître un excédent d'actif.

Si l'héritier a concouru à la nomination d'un administrateur, la gestion de l'administrateur pourra prendre fin par la révocation émanée de l'héritier, avec l'adhésion des créanciers héréditaires; l'administrateur, étant alors déchu de son mandat, devrait immédiatement cesser ses fonctions.

Au cas où l'administrateur aurait été nommé par la justice, à la requête des seuls créanciers, l'héritier serait évidemment impuissant à révoquer un mandat qu'il n'a pas conféré; la désignation du liquidateur émane alors d'un jugement et le respect de la chose jugée impose le maintien de l'administration; l'héritier ne pourrait même pas reprendre la gestion en offrant de payer les dettes dans les limites de l'actif (Grenoble, 26 avril 1897, *Recueil de Grenoble*, 98, 99). La justice serait seule compétente, en pareil cas, pour contrôler l'exécution de la mission qu'elle a conférée à l'administrateur et pour revenir sur une nomination à laquelle elle a seule procédé.

Enfin, il se peut que l'administrateur ait été nommé

pour une période déterminée, l'héritier bénéficiaire se réservant de rester dans l'inaction pendant une certaine période ; alors l'expiration du délai fixé mettra fin, de plein droit, aux pouvoirs du séquestre et l'héritier aura la faculté de reprendre ses fonctions normales. La simple échéance du terme fixé suffira alors pour marquer l'expiration des pouvoirs du séquestre et la reprise par l'héritier bénéficiaire de sa gestion.

CONCLUSION

La jurisprudence, qui s'efforce, par le procédé que nous venons d'étudier, de remédier aux inégalités des poursuites individuelles, ne saurait qu'être approuvée. Le principe de la continuation de la personne par l'héritier a conduit nécessairement le législateur à permettre à celui-ci de se dérober aux conséquences, trop lourdes pour ses biens personnels, de dettes qu'il n'a pas lui-même assumées dans la réalité. Mais le tempérament apporté à l'obligation indéfinie au passif ne doit pas avoir pour résultat de préjudicier aux droits éminemment respectables des créanciers. Une mesure, qui est un avantage pour l'héritier, ne doit pas se traduire par une lésion pour certains des créanciers successoraux. La législation allemande évite ce résultat par des institutions qu'elle a construites sur la base d'une succession aux biens (curatelle, faillite de la succession).

La législation française admet, elle aussi, le règne de

l'égalité entre les créanciers, quand la succession obérée est celle d'un commerçant. On n'aperçoit rationnellement aucun motif pour traiter d'une manière différente la liquidation du passif dans l'héritage d'un non commerçant. La conception d'une procédure collective n'est même pas une dérogação à l'idée de la continuation de la personne du défunt par l'héritier, idée qui est essentiellement la conception de la race latine, par opposition à celle de la race germanique.

La nomination d'un administrateur-séquestre, mesure la plus propice à favoriser le règlement collectif des dettes héréditaires, ne supprime pas, avec la personne de l'héritier, la prolongation de la personnalité du défunt ; il y a seulement, dans cet essai jurisprudentiel, une amélioration des droits des tiers. Des juriconsultes soucieux de l'interprétation littérale des textes, peuvent, sans doute, objecter que de semblables constructions jurisprudentielles vont directement à l'encontre de la loi, mais leur sentiment est celui d'une minorité à laquelle l'opinion générale ne peut pas se rallier. Les idées de justice et d'équité, qui conservent leur place imprescriptible dans les rapports juridiques entre les hommes, exigent qu'en attendant une réforme législative, la jurisprudence soit encouragée dans ses tentatives, et, en réalité, il n'est pas douteux qu'elle a reçu à la fois l'adhésion de tous les hommes de pratique et de beaucoup de théoriciens. Assurément, il faut avant tout tenir compte des nécessités

pratiques dans la vie juridique, c'est précisément l'œuvre de la jurisprudence de chercher à assouplir les principes rigoureux du droit en les adaptant aux nécessités du milieu social.

Vu : Le Doyen,
Ch. LYON-CAEN.

Vu : Le Président de la Thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE PREMIER

L'idée de continuation de la personne, ses conséquences quant au passif héréditaire	8
--	---

CHAPITRE II

Les caractères de la liquidation dans l'acceptation bénéficiaire. — Comparaison avec la faillite	28
§ 1. — Conditions auxquelles la faillite ou la liquidation judiciaire après décès peuvent être déclarées.....	42
§ 2. — Des effets de la faillite après décès	58

CHAPITRE III

Le système allemand de la succession aux biens....	80
--	----

CHAPITRE IV

L'œuvre de la jurisprudence française en matière d'acceptation bénéficiaire, la liquidation en dehors de l'héritier béné- ficiaire	403
--	-----

I. — Des hypothèses dans lesquelles un administrateur séquestre peut être nommé à la succession, et qui peut en réclamer la nomination.....	109
II. — La fonction et les pouvoirs de l'administrateur judiciaire.....	123
CONCLUSION..	139

